

INTÉGRATION, DIVERSIFICATION
ET LOGISTIQUE ADAPTABLE

Comment Sonatrach sécurise le carburant italien

Dans un climat énergétique tendu, entre incertitudes géopolitiques, envolée des coûts et fragilité des chaînes d'approvisionnement, Sonatrach affirme sa position d'acteur clé dans l'approvisionnement du marché pétrolier italien. Grâce à sa raffinerie d'Augusta, en Sicile, le groupe algérien mise sur une chaîne intégrée, des sources d'approvisionnement diversifiées et une logistique adaptable pour garantir la régularité des livraisons de carburant. P 3



INDUSTRIE
DES VÉHICULES LOURDS
TIRSAM renforce ses capacités industrielles avec SINOTRUK

Le groupe TIRSAM poursuit le déploiement de sa stratégie industrielle en Algérie, avec la sortie de son 3 000e camion lourd et le lancement d'un nouveau projet de ligne de soudage. Deux avancées qui illustrent la montée en puissance de son partenariat avec le constructeur chinois SINOTRUK et les ambitions affichées en matière d'intégration locale.

P 2

GEORG FELSHEIM,
AMBASSADEUR
D'ALLEMAGNE EN ALGÉRIE

«Nous voulons approfondir le partenariat stratégique avec Alger»

L'ambassadeur d'Allemagne en Algérie, Georg Felsheim, a souligné la solidité des relations entre Alger et Berlin et les perspectives d'un approfondissement de leur coopération dans l'énergie, l'économie, la sécurité et les questions régionales. En effet, l'Allemagne considère l'Algérie comme un partenaire stratégique dans un contexte international marqué par les incertitudes géopolitiques.

P 3

CONTRIBUTION

Les zones de montagnes et le développement de l'agriculture familiale

Les zones de montagne –notamment telliennes – ont toujours abrité une population paysanne de vieille souche, formée par des familles tirant l'essentiel de leur subsistance d'une série d'activités rurales basées sur la permanence d'un ensemble de systèmes d'exploitation des ressources naturelles et de production agricole permettant le maintien d'une forme de cohésion sociale face à l'adversité et à la rigueur du milieu écologique.

Par Zoubir SAHLI, Ingénieur agronome

P 5

PRÉVUE DU 19 AU 22 SEPTEMBRE
PROCHAIN À BATNA

**Une exposition dédiée
aux produits du bâtiment
et de la céramique** P 2

HABITAT

**385 nouvelles structures
éducatives livrées
avant fin 2026** P 4

TIZI-OUZOU

**Début de l'indemnisation
des victimes des derniers
incendies** P 6

PRÉVUE DU 19 AU 22
SEPTEMBRE PROCHAIN À
BATNA

Une exposition dédiée
aux produits du
bâtiment et de la
céramique

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec la wilaya de Batna, organise une exposition consacrée aux produits nationaux des secteurs du bâtiment et de la céramique, du 19 au 22 septembre 2026. Placée sous le slogan « Haute qualité et perspectives prometteuses à l'exportation », cette manifestation vise à mettre en avant la qualité et la diversité de la production nationale dans ces filières, tout en faisant connaître les capacités industrielles des entreprises algériennes. À travers cette initiative, les organisateurs entendent également renforcer la dynamique d'exportation et promouvoir davantage les produits algériens sur les marchés internationaux. L'exposition devrait ainsi constituer un espace de présentation et de valorisation des produits nationaux, mais aussi une opportunité pour les entreprises participantes d'explorer de nouveaux débouchés à l'étranger. Le choix des secteurs du bâtiment et de la céramique s'inscrit dans une démarche visant à valoriser les filières industrielles nationales et à renforcer leur présence sur les marchés extérieurs. L'objectif est notamment de faire connaître les capacités de production et la qualité des produits algériens auprès de potentiels partenaires et clients étrangers. Cette manifestation de Batna s'inscrit ainsi dans les efforts visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures, à soutenir les entreprises productrices et à consolider la présence du « Made in Algeria » sur les marchés internationaux.

R E.

INDUSTRIE AUTOMOBILE ET SOUS-TRAITANCE

Des propositions pratiques
pour lancer les deux filières

Le ministère de l'Industrie a entamé une démarche participative pour moderniser la filière mécanique algérienne et augmenter le taux d'intégration nationale. Dans ce cadre, experts, associations professionnelles et membres du Conseil national d'expertise automobile ont été consultés. C'est dans ce contexte que Said Mansour, président du Club Économique Algérien (AEC) et membre du Conseil national consultatif pour le développement des PME, a soumis une méthodologie nationale d'action détaillée pour structurer le développement de l'industrie automobile et de la pièce de rechange.

Par S. R.

Le document remis au ministère se présente comme une plateforme de travail visant plusieurs objectifs stratégiques : accroître significativement le taux d'intégration nationale, soutenir les PME et la sous-traitance industrielle, créer des emplois et favoriser le transfert de technologie. La proposition ambitionne également de réduire la facture d'importation des composants et pièces détachées, tout en ouvrant des perspectives d'exportation vers les marchés régionaux, arabes et africains. Pour éviter une dépendance persistante aux kits importés, l'AEC préconise une intégration industrielle progressive, organisée selon le niveau de complexité technologique. À court terme, la première phase concernerait les composants légers et de base : pièces plastiques, pare-chocs, tableaux de bord, sièges, vitrage, filtres, batteries traditionnelles ou encore faisceaux électriques simples. Ces éléments ont été retenus pour la disponibilité immédiate des matières premières locales et leur fort potentiel de création d'emplois. La deuxième phase, à moyen terme, viserait des industries mécaniques de complexité intermé-

diaire, comme les systèmes de freinage, de suspension et de direction, les radiateurs, les réservoirs de carburant ou les jantes en aluminium. Enfin, la troisième phase, à plus long terme, concernerait les industries stratégiques et de haute technologie : moteurs, boîtes de vitesses, calculateurs embarqués, batteries pour véhicules électriques et technologies de conduite intelligente. Cette dernière étape resterait conditionnée par la consolidation préalable d'un réseau solide de sous-traitants locaux et de véritables partenariats technologiques. Pour évaluer les capacités existantes et identifier les lacunes à combler, la méthodologie proposée par le Club Économique Algérien s'appuie sur un état des lieux couvrant dix domaines clés. Il s'agit notamment d'analyser le marché et le parc automobile national, les capacités mécaniques existantes, la cartographie des filières de composants, ou encore les besoins en formation et recherche. Le cadre réglementaire et financier, la qualité et la conformité aux normes internationales, ainsi que les perspectives d'exportation et de partenariats, complètent ce diagnostic. La sélection des composants à fabriquer localement ne se ferait pas de façon arbitraire : sept critères précis sont proposés,

parmi lesquels le volume de la demande locale, la disponibilité des matières premières, la maturité des usines existantes, le potentiel d'intégration et de création de valeur ajoutée, ou encore la viabilité économique globale des projets. Sur le plan de la gouvernance, l'AEC recommande la création de sept commissions nationales mixtes, associant ministères, entreprises, universités et experts. Chacune serait chargée d'un volet spécifique : diagnostic et statistiques, industrie mécanique et composants, sous-traitance et PME, investissement et financement, formation et innovation, qualité et conformité, ainsi que suivi et évaluation des indicateurs de performance. Au final, la proposition soumise au ministère de l'Industrie ambitionne de faire évoluer l'Algérie du simple assemblage automobile vers une véritable industrie manufacturière intégrée. Au-delà de la réduction des importations, l'objectif affiché est de positionner le pays comme un hub d'exportation vers les marchés africains et arabes. Le Club Économique Algérien présente par ailleurs cette méthodologie comme un modèle reproductible, susceptible d'être appliqué à d'autres filières industrielles nationales.

INDUSTRIE DES VÉHICULES LOURDS

TIRSAM renforce ses capacités industrielles avec SINOTRUK

Le groupe TIRSAM poursuit le déploiement de sa stratégie industrielle en Algérie, avec la sortie de son 3 000e camion lourd et le lancement d'un nouveau projet de ligne de soudage. Deux avancées qui illustrent la montée en puissance de son partenariat avec le constructeur chinois SINOTRUK et les ambitions affichées en matière d'intégration locale. Le groupe TIRSAM consolide progressivement sa présence dans l'industrie des véhicules lourds en Algérie. L'usine du groupe vient de célébrer la sortie de son 3 000e camion lourd, marquant une nouvelle étape dans le développement de ses capacités de production et dans l'accompagnement des besoins du marché national. Cette réalisation est intervenue à l'occasion de la visite d'une délégation de haut niveau du groupe chinois SINOTRUK,

conduite par son président-directeur général, LIU ZHENGTAO, et reçue par le dirigeant de TIRSAM, Samir Maâla. Cette rencontre a été marquée par le lancement d'un projet de nouvelle ligne de soudage destinée aux camions lourds. Cette infrastructure devrait contribuer à renforcer le processus de fabrication et à développer davantage les capacités techniques et industrielles du groupe. Le projet s'inscrit également dans la dynamique visant à accroître le taux d'intégration nationale et développer la sous-traitance locale. Il devrait favoriser le transfert de technologies et de savoir-faire, tout en permettant à TIRSAM de renforcer progressivement ses compétences dans les différentes étapes de fabrication des véhicules lourds. Pour TIRSAM, la coopération avec SINOTRUK ne se limite donc pas à l'as-

semblage ou à la production. Elle s'inscrit dans une vision industrielle plus large fondée sur l'investissement, le transfert technologique, la formation des compétences et le développement de la production locale. Intervenant à cette occasion, Samir Maâla a souligné que ce partenariat constituait une nouvelle étape dans le renforcement de la présence des marques SINOTRUK et TIRSAM sur le marché algérien. Les deux partenaires ambitionnent notamment de répondre aux besoins croissants des secteurs du transport et de la logistique. La stratégie prévoit également une ouverture vers les marchés régionaux, avec la perspective de développer à terme les activités d'exportation. De son côté, le PDG de SINOTRUK, LIU ZHENGTAO, a affirmé que l'usine

TIRSAM était appelée, dans le cadre de la vision commune des deux partenaires, à devenir l'une des plus grandes unités industrielles du groupe en dehors de la Chine. Le responsable chinois a, par ailleurs, mis en avant les capacités du partenaire algérien et l'importance de cette coopération pour proposer des produits et services répondant aux exigences du marché algérien. Avec la sortie du 3 000e camion lourd et le lancement de la nouvelle ligne de soudage, TIRSAM entend ainsi donner une nouvelle dimension à son développement industriel. La démarche vise à transformer le partenariat avec SINOTRUK en un levier de développement de la production locale, en renforçant progressivement l'intégration, les capacités techniques et le savoir-faire national.

Synthèse R E.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INTÉGRATION, DIVERSIFICATION ET LOGISTIQUE ADAPTABLE

Comment Sonatrach sécurise le carburant italien

Dans un climat énergétique tendu, entre incertitudes géopolitiques, envolée des coûts et fragilité des chaînes d'approvisionnement, Sonatrach affirme sa position d'acteur clé dans l'approvisionnement du marché pétrolier italien. Grâce à sa raffinerie d'Augusta, en Sicile, le groupe algérien mise sur une chaîne intégrée, des sources d'approvisionnement diversifiées et une logistique adaptable pour garantir la régularité des livraisons de carburant.

Par Selma R.

Cette capacité d'adaptation s'est notamment illustrée lors des récentes tensions affectant les routes maritimes internationales. Malgré les difficultés logistiques et les incertitudes sur les approvisionnements, Sonatrach Raffineria Italiana a maintenu la continuité de ses opérations. Le site d'Augusta et son réseau de terminaux ont notamment permis d'augmenter de 30 % la production de carburant d'aviation afin de répondre aux besoins des principaux aéroports du sud de l'Italie. « Malgré les difficultés, nous avons réussi à réagir avec rapidité et efficacité aux exigences de sécurité énergétique du pays », a souligné Rosario Pistorio, Directeur Général de Sonatrach Raffineria Italiana, dans une interview accordée à la revue italienne « Muoversi », éditée par l'Unione Energie per la Mobilità (UNEM), organisation professionnelle représentant les entreprises du raffinage, de la logistique et de la distribution des carburants et des énergies destinés aux transports. Selon lui, cette performance repose sur une planification industrielle renforcée, une gestion rigou-

reuse des stocks et une optimisation des opérations, devenues essentielles face à la hausse des coûts de l'énergie et du transport. Pour la filiale italienne, l'un des principaux atouts réside dans son appartenance au groupe Sonatrach. Cette intégration garantit un accès plus stable au pétrole brut et aux produits semi-finis algériens, dans un marché international marqué par une fragmentation croissante. « L'intégration avec la maison mère nous garantit un accès plus stable et fiable aux approvisionnements », a expliqué Rosario Pistorio. Il considère ainsi le brut et les produits semi-finis algériens comme « une source stratégique et sûre de matières premières ». Cette intégration verticale permet à la raffinerie d'Augusta de mieux absorber les fluctuations du marché, de diversifier ses approvisionnements et de limiter son exposition aux aléas géopolitiques. Elle permet également à Sonatrach de coordonner ses capacités de production, ses approvisionnements et ses infrastructures logistiques afin de répondre avec davantage de flexibilité aux besoins du marché italien. Cette présence est renforcée par la

dimension gazière. Sonatrach est aujourd'hui un partenaire énergétique majeur de l'Italie et son principal fournisseur de gaz naturel. Sa présence sur plusieurs segments de la chaîne énergétique contribue ainsi à consolider les relations industrielles entre les deux pays. Pour Pistorio, la raffinerie d'Augusta ne se limite pas à sa fonction productive : elle illustre l'évolution du raffinage vers un modèle industriel plus intégré, capable d'accompagner la transition énergétique. « Une raffinerie moderne, et le site d'Augusta en est un exemple concret, est toujours davantage une plateforme énergétique intégrée », a-t-il affirmé. Électrification, digitalisation, efficacité énergétique et intégration progressive des renouvelables transforment ainsi le site, avec un double objectif : garantir la disponibilité des carburants tout en réduisant l'intensité carbone des procédés. Une transition qu'il conçoit comme progressive : « Il est fondamental de dépasser une vision simplifiée de la transition énergétique comme simple substitution d'une source énergétique par une autre ».

STOCK STRATÉGIQUE D'ÉNERGIE

Une feuille de route en cours d'élaboration

Par Réda Hadi

Le renforcement de la sécurité énergétique nationale s'impose désormais comme l'un des principaux axes de travail du secteur. Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, hier à Alger, une réunion du Comité de coordination sectorielle consacrée au suivi de plusieurs dossiers liés à l'activité énergétique, avec un accent particulier sur l'élaboration d'une feuille de route pour la constitution d'une réserve énergétique stratégique. Cette réunion intervient dans un contexte marqué par la nécessité pour l'Algérie d'anticiper davantage l'évolution de la demande énergétique et de consolider la continuité de l'approvisionnement, aussi bien pour les ménages que pour les activités économiques et industrielles. La sécurisation des disponibilités énergétiques constitue ainsi un enjeu majeur pour accompagner la croissance économique, soutenir les investissements et préserver la stabilité du système énergétique national. La rencontre a réuni plusieurs responsables et cadres de l'administration centrale ainsi que des représentants du groupe Sonelgaz. Les participants ont examiné différents points inscrits à l'ordre du jour et présenté un état d'avancement des dossiers relevant du secteur.

Les discussions ont notamment porté sur les mécanismes permettant d'améliorer la préparation du système énergétique face aux situations susceptibles d'affecter l'équilibre entre l'offre et la demande. Au cœur des échanges, le stock stratégique d'énergie apparaît comme un instrument destiné à renforcer les capacités d'anticipation du pays. Sa mise en place doit permettre de disposer de marges de sécurité suffisantes en cas de tensions particulières sur l'approvisionnement, de perturbations techniques, de pics exceptionnels de consommation ou encore de circonstances extérieures susceptibles d'avoir un impact sur les marchés énergétiques. Le ministre Mourad Adjal a insisté sur la nécessité de finaliser rapidement la feuille de route consacrée au stock stratégique d'énergie, en privilégiant une approche « proactive et intégrée ». L'objectif est de ne pas limiter la réflexion à la constitution de stocks ou à la disponibilité de capacités supplémentaires, mais d'intégrer l'ensemble des composantes de la sécurité énergétique, depuis la production et le transport jusqu'à la distribution et la gestion de la demande.

Accompagner la transformation énergétique

Cette démarche suppose également une meilleure coordination entre les diffé-

rents acteurs du secteur. La participation de Sonelgaz à cette réunion traduit, à ce titre, l'importance accordée à l'articulation entre les orientations stratégiques du ministère et les réalités opérationnelles du système électrique et gazier. La préparation aux situations exceptionnelles passe en effet par la capacité à mobiliser rapidement les infrastructures, les moyens techniques et les ressources nécessaires pour maintenir la continuité du service. Au-delà de la gestion des situations d'urgence, le renforcement du stock stratégique d'énergie s'inscrit dans une vision plus large de consolidation de la souveraineté énergétique. L'Algérie dispose d'importantes ressources énergétiques, mais l'évolution de la consommation interne et la nécessité de préserver les équilibres à long terme imposent une planification plus rigoureuse. Le développement des énergies renouvelables constitue, dans ce cadre, un autre levier appelé à jouer un rôle croissant. L'augmentation progressive de la production d'électricité à partir de sources renouvelables doit contribuer à diversifier le mix énergétique, à réduire la pression sur les ressources conventionnelles destinées à la production électrique et à renforcer la résilience du système.

GEORG FELSHEIM,
AMBASSADEUR
D'ALLEMAGNE EN
ALGÉRIE
**« Nous voulons
approfondir le
partenariat stratégique
avec Alger »**

L'ambassadeur d'Allemagne en Algérie, Georg Felsheim, a souligné la solidité des relations entre Alger et Berlin et les perspectives d'un approfondissement de leur coopération dans l'énergie, l'économie, la sécurité et les questions régionales. En effet, l'Allemagne considère l'Algérie comme un partenaire stratégique dans un contexte international marqué par les incertitudes géopolitiques. Dans son entretien accordé à la télévision nationale, le diplomate allemand a insisté sur la « confiance » qui caractérise les relations entre les deux pays, établies depuis l'indépendance algérienne en juillet 1962, soulignant que Alger et Berlin partagent notamment un attachement au multilatéralisme, au droit international et à la recherche de la stabilité régionale. Cette convergence politique s'accompagne d'un intérêt croissant sur le plan économique, alors que l'Algérie cherche à diversifier son économie et que l'Allemagne entend diversifier ses partenaires commerciaux et d'investissement. Le secteur énergétique apparaît comme l'un des principaux axes du rapprochement. L'ambassadeur a présenté l'Algérie comme un « fournisseur fiable de gaz » pour l'Europe et pour l'Allemagne, tout en mettant en avant le potentiel du pays dans les énergies renouvelables et la production d'hydrogène vert. Cette dimension prend une importance particulière avec le développement du corridor sud de l'hydrogène vert, auquel participent l'Algérie et l'Allemagne aux côtés d'autres partenaires. La coopération allemande, notamment à travers la GIZ et la KfW, doit contribuer à accompagner l'Algérie dans la valorisation de ses capacités en matière d'énergies renouvelables et d'hydrogène. Le diplomate a également évoqué la coopération autour de la réduction des émissions de méthane et de la protection du climat. Georg Felsheim a souligné l'implication d'acteurs allemands, publics comme privés, dans ces projets, citant notamment Siemens Energy parmi les entreprises intéressées par le potentiel énergétique algérien. La visite du président Abdelmadjid Tebboune en Allemagne a, selon l'ambassadeur, donné une nouvelle impulsion aux relations bilatérales. La déclaration commune adoptée par les deux gouvernements ainsi que les accords conclus entre entreprises témoignent d'une volonté politique de transformer cette dynamique en projets concrets. Ainsi, le forum économique organisé en marge de la visite présidentielle a notamment révélé un « très grand intérêt » des entreprises algériennes et allemandes. Trente et un accords et mémorandums d'entente ont été signés à cette occasion, ouvrant potentiellement la voie à de nouveaux investissements. L'automobile, l'énergie et la santé figurent parmi les secteurs identifiés comme porteurs. Pour Berlin, l'enjeu consiste désormais à transformer les engagements annoncés en investissements et en réalisations concrètes dans les prochaines années. Sur le plan géopolitique, l'ambassadeur allemand a accordé une place importante au rôle de l'Algérie en Afrique du Nord et au Sahel. Il a décrit le pays comme un acteur « clé pour la paix et la sécurité » dans la région, mettant en avant son expérience diplomatique, sa position géographique et ses relations avec les différents acteurs régionaux. Berlin accueille notamment favorablement le rapprochement récent entre l'Algérie et le Mali ainsi que l'intensification des contacts d'Alger avec les autres pays du Sahel. L'ambassadeur a également salué le soutien algérien aux pays de la région dans des domaines tels que l'énergie et les infrastructures, qu'il considère comme une contribution à la stabilisation du Sahel.

Synthèse Z R.

ÉTUDE

Le réchauffement, une menace pire qu’escompté pour les personnes âgées

Le réchauffement climatique va, lors des prochaines décennies, exposer les personnes âgées à une hausse des températures encore plus dangereuse que prévu, avance mardi une étude publiée dans le Lancet Planetary Health.Les résultats de ces modélisations, réalisées par des chercheurs américains de l'université de Stanford, prennent une actualité particulière alors que l'Europe et l'Amérique du Nord vivent un été exceptionnellement chaud. La France, notamment, a été l'un des pays les plus frappés par des chaleurs anormales avec plusieurs canicules, dont l'une d'une ampleur sans précédent fin juin pour une surmortalité estimée à plus de 6.000 décès. Les chercheurs de Stanford ont cherché à établir à quel point le réchauffement climatique allait exposer les personnes âgées à des niveaux intolérables de températures d'ici à 2100. Ce champ de recherche est déjà bien couvert. Mais, préviennent les chercheurs, les précédentes études semblent avoir nettement sous-estimé les risques encourus par les personnes âgées, car elles se basaient sur des connaissances en partie obsolètes. En cause, un indicateur crucial: la température humide. Comme son nom l'indique, il prend non seulement en compte le degré de chaleur lui-même mais aussi celui d'humidité, car la même température est nettement plus dangereuse quand elle est associée à un temps plus humide. Or, les risques liés à un niveau donné de température humide ont, pendant longtemps, été mesurés sur des personnes jeunes et en bonne santé. Des recherches plus récentes, impliquant des personnes plus âgées, montrent que les dangers pour ces dernières avaient été sous-estimés.

R I.

ENERGIE

La demande en électricité dépasse 21600 MW et enregistre un troisième pic record

La demande d'électricité a enregistré, lundi, un troisième pic record de 21.650 mégawatts, dans un contexte marqué par une vague de chaleur exceptionnelle accompagnée d'un taux d'humidité élevé dans les régions côtières de plusieurs wilayas, indique un communiqué du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables. Ce nouveau pic record a été enregistré à 14h21, avec une hausse de 272 mégawatts par rapport au pic enregistré le 13 juillet dernier (21.378 MW) et de 474 MW par rapport au pic record enregistré le 12 juillet (21.176 MW), indique le communiqué. Les données enregistrées ces dernières années reflètent une hausse continue de la demande en énergie électrique, le pic de consommation étant passé de 16.666 MW en 2022 à 18.476 MW en 2023, puis à 19.543

MW en 2024 et à 20.628 MW en 2025, avant de dépasser le seuil des 21.000 MW en 2026. Au cours de cette année, la courbe de la demande a enregistré trois pics records consécutifs : 21.176 MW le 12 juillet, 21.378 MW le 13 juillet et 21.650 MW le 17 août. Le pic enregistré lundi est supérieur de 4.984 MW par rapport à celui de 2022, soit une augmentation de 30% en l'espace de quatre ans, dépassant également le pic enregistré en 2025 de 1.022 MW. Le ministère attribue ces hausses historiques de la consommation d'énergie électrique à l'utilisation intensive des appareils énergivores, dont les climatiseurs, par les abonnés domestiques et les établissements publics et privés, notamment durant les heures de pointe, entre 13h00 et 16h00.

APS

HABITAT

385 nouvelles structures éducatives livrées avant fin 2026

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, M. Mohamed Tarrek Belaribi, a indiqué que le secteur livrera, avant fin 2026, 385 structures éducatives, dont 207 écoles primaires, 122 collèges et 56 lycées. Présidant, au siège du ministère, une réunion d'évaluation des programmes du secteur de l'habitat, en présence des directeurs centraux et exécutifs, M. Belaribi a révélé que ces projets ont été réalisés grâce à la mobilisation d'une enveloppe financière de 115 milliards de DA. Devant les responsables de son secteur, le ministre a insisté sur la nécessité d'intensifier les efforts et de renforcer la coordination entre les différents intervenants afin de garantir la dispo-

nibilité des structures éducatives et d'accueillir les élèves dans les meilleures conditions. Évoquant les récents incendies ayant causé des dégâts matériels dans plusieurs wilayas, M. Belaribi a rappelé que le secteur de l'habitat avait mobilisé tous ses moyens pour entamer, dès le 28 juillet dernier, les opérations de constatation et d'expertise technique des habitations endommagées. « À ce jour, 258 aides financières ont été attribuées aux familles sinistrées, pour un montant global de 85 millions de dinars », a-t-il précisé, assurant que « la prise en charge des autres dossiers se poursuit jusqu'au parachèvement de l'ensemble des opérations d'évaluation des dégâts et au versement des aides financières aux familles dont les habi-

tations ont été endommagées ». Par ailleurs, le ministre a souligné la nécessité de redoubler d'efforts pour concrétiser les engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur la distribution de deux millions de logements entre 2025 et 2029. « La confiance et l'intérêt accordés au secteur de l'habitat par le président de la République représentent pour nous tous une source de motivation qui nous incite à poursuivre le travail avec la même détermination et le même engagement, à redoubler d'efforts pour parachever les projets dans les délais impartis et à améliorer la qualité des réalisations », a-t-il indiqué.

R E.

RENTREE SCOLAIRE 2026/2027

Les préparatifs se poursuivent à travers les différentes wilayas du pays

maine de la rentrée scolaire". Dans le cadre du suivi anticipatif, les walis ont donné des instructions fermes à l'effet d'accélérer la cadence des travaux, de renforcer les chantiers et de pallier les insuffisances enregistrées, tout en respectant les normes de qualité et

les délais de livraison, afin d'assurer la disponibilité des structures éducatives ainsi que des différents équipements et services y afférents, et de garantir l'accueil des élèves dans les meilleures conditions", conclut le communiqué.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 17 أوت 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Août 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	97	108	86	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	75	88	61	الطماطم	
	Oignon sec	83	92	73	البصل الجاف	
	Ail sec	703	796	609	الثوم الجاف	
	Carotte	108	120	96	الجزر	
	Navet	155	173	137	اللفت	
	Poivron	134	149	119	الفلفل الاخضر	
	Piment	135	152	118	الفلفل الحار	
	Courgette	84	96	72	الكوسة	
	Haricot vert	227	253	202	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	124	139	109	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	451	560	341	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	502	616	388	التمر	
	Banane	678	699	656	الموز	
	Melon	85	97	74	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	68	76	59	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2073	2223	1923	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	476	491	462	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	21	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	319,00	NC	0,00	-4,98	-13,96	6,80	8,15	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,36	0,36	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,35	-0,19	7,56	7,64	19000	26 600 000,00
BIOPHARM	BIO	2 512,00	NC	0,00	0,02	1,03	6,68	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 050,00	2049,00	-0,05	-5,13	-7,47	8,49	8,54	1534	3 143 166,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,43	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	411,00	NC	0,00	-5,19	-1,60	1,14	8,52	0	0,00

Les zones de montagnes et le développement de l’agriculture familiale

Les zones de montagne –notamment telliennes - ont toujours abrité une population paysanne de vieille souche, formée par des familles tirant l’essentiel de leur subsistance d’une série d’activités rurales basées sur la permanence d’un ensemble de systèmes d’exploitation des ressources naturelles et de production agricole permettant le maintien d’une forme de cohésion sociale face à l’adversité et à la rigueur du milieu écologique.

1^{ere} partie

Par Zoubir SAHLI

Les zones de montagne –notamment telliennes - ont toujours abrité une population paysanne de vieille souche, formée par des familles tirant l’essentiel de leur subsistance d’une série d’activités rurales basées sur la permanence d’un ensemble de systèmes d’exploitation des ressources naturelles et de production agricole permettant le maintien d’une forme de cohésion sociale face à l’adversité et à la rigueur du milieu écologique. Les zones de montagne, malgré les effets des guerres et les exodes forcés, ont permis aussi l’existence de fortes communautés rurales dont la majorité reste encore attachée à son terroir d’origine et à ses valeurs ancestrales. Toutefois et dans beaucoup de cas, le peuplement des zones de montagne évoque à la fois une saturation de plus en plus problématique des espaces ruraux et un niveau d’enclavement assez élevé. Les populations paysannes montagnardes vivent d’ailleurs à l’intérieur d’espaces encore fragiles. Elles font face aussi à de sérieux problèmes fonciers qui menacent la stabilité du milieu et la bonne gestion du territoire. Ces populations tentent de s’adapter aux conditions difficiles de leurs milieux et mettent en œuvre un ensemble de pratiques et des stratégies de sortie de crise, mais les contraintes sont importantes et les perspectives de constitution d’une base forte pour le développement d’une agriculture familiale semblent encore lointaines et restent liées à une véritable politique de la montagne. Nous parlons surtout des zones de montagnes telliennes qui forment en Algérie un ensemble d’entités homogènes formées de terres hautes, de plateaux, de vallées profondes et de hauts piémonts². Nous visons un espace varié et assez diversifié mais où le climat est rude et incertain qui joue avec l’altitude un rôle prépondérant. Le climat et l’altitude produisent en effet une influence directe sur les potentialités hydriques, sur les pratiques agricoles, ainsi que sur le développement de la végétation naturelle, et interviennent comme facteur de risque pour le milieu environnemental et écologique (inondations, sécheresse, érosion des sols et dégradation du couvert végétal naturel). Sur le plan humain, ce type d’espace abrite une population souvent dense, groupée en habitat compact mais aussi en habitat assez dispersé. On évalue actuellement à environ 20 à 25% des habitants de l’Algérie qui vivent en zone montagnaise, souvent de façon définitive, dont plus de 20% dans les zones de montagne proprement dite où les densi-

tés humaines sont les plus importantes (entre 100 et 600 habitants au Km²). Ce qui suppose une forte occupation des terres et des flux de population intenses. Certes, l’exode rural a existé partout et l’émigration a pendant longtemps été l’exutoire utile des populations, mais la montagne tellienne reste une terre peuplée, une terre de paysans pluriactifs. Sur le plan économique, ce sont certes les activités agricoles qui semblent encore dominer. Le modèle le plus en vue est celui d’une agriculture familiale de polyculture-élevage, mais la relation avec la terre est souvent problématique. La montagne devient pour ses populations un véritable cadre de vie artificiel où apparaît un nouvel équilibre dans un environnement écologique qui se trouve profondément perturbé et une société vivant une situation de crise. La montagne fait tout de même vivre une population rurale et de souche paysanne assez nombreuse et assez dynamique ; elle demeure encore une base agraire qui permet une variété d’agro-écosystèmes encore assez viables, producteurs de patrimoine et des produits de terroir. Mais la montagne est aussi synonyme de faiblesse des niveaux de vie, d’exclusion et de pauvreté si bien que les populations qui y vivent rencontrent une situation économique et sociale des plus difficiles et de nombreux problèmes :

- La gestion des ressources naturelles dans les zones à forte densité de population est dominée par des problèmes de fortes pressions et par un processus de dégradation et de réduction du potentiel agricole (la SAU par habitant a tendance à régresser sans contrepartie en terme de mise en valeur), un morcellement excessif des terres et une insuffisance d’ouvrages de mobilisation des eaux de surface, même si dans beaucoup de zones, on trouve une densité appréciable du réseau hydrographique et la présence de sources et de puits à aménager. Ailleurs (exemple du massif de Chréa, wilayas de Blida et de Médéa), l’espace subit depuis plusieurs années des pressions anthropiques imposées essentiellement par l’afflux touristique (plus de 2 millions de visiteurs par an), ainsi que par d’autres formes de risques qui peuvent nuire à l’évolution de ses écosystèmes comme les labours en pente, l’augmentation des cueillettes ou des prélèvements illicites ou non organisées des plantes et des animaux (lichens, champignons et autres plantes aromatiques et médicinales, petits animaux...) et les incendies de forêts³.

En fait, les populations vivent à l’intérieur d’espaces encore fragiles et certaines de leurs activités entraînent des pressions intenses qui mettent en danger les formations végétales et les richesses faunistiques locales. Cette situa-

tion rend par ailleurs problématiques et parfois incertaines leurs conditions de vie, si bien qu’elles arrivent difficilement à faire l’équilibre entre l’amélioration de leurs conditions de production et l’absolue nécessité de préservation des ressources permises par des espaces et un ensemble d’écosystèmes en danger. La faiblesse de la productivité agricole, ainsi que les faibles possibilités offertes par d’autres secteurs, entraînent ainsi des cas avérés d’atteinte aux ressources rares (produits forestiers ligneux et non ligneux) et de pressions intenses sur les sols. Il est toutefois utile et important de souligner que la population locale, malgré ce fragile équilibre, est consciente des enjeux écologiques. -Sur le plan spatial, nous constatons des niveaux d’enclavement et des disparités assez élevées des populations et des zones de production et d’activités. Les principaux indicateurs de développement humain, malgré une avancée considérable au cours de ces dernières années, demeurent encore faibles et peu susceptibles de faire rattraper à ces zones leur retard par rapport aux zones plus favorisées comme les zones de plaines ou tout le long de la bande côtière. Les indicateurs qui s’appliquent aux communes (exemple de la région de Petite Kabylie des Babors), malgré quelques progrès, sont des indicateurs largement défavorables.

- L’activité agricole, d’essence familiale et relativement importante au départ, tend à décliner d’année en année. Le maintien d’un système de production d’agriculture de subsistance, avec une céréaliculture de misère, une oléiculture et un élevage familial relève beaucoup plus d’une tradition de maintien du terroir local que d’une activité agricole rentable. Les communes abritent majoritairement des exploitants agricoles disposant tout d’abord d’un patrimoine agricole d’assez faible importance : les « micro-fundia » de moins de 5 ha consti-

tuent plus de 35% et les moins de 10 ha constituent la majorité des exploitations (64,50%) ; la SAU moyenne par exploitation variant entre 5 à 12 ha représente plus de 70% de la surface totale de l’exploitation. Les superficies irriguées et des superficies arboricoles ne représentent que 11 à 13% de la SAU⁴. Cette faiblesse est souvent due aux contraintes inhérentes à la question foncière (indivision, morcellement, litiges, perte de la fertilité des sols...), à l’approvisionnement et à la commercialisation des produits agricoles et des produits de l’artisanat rural. D’autres causes peuvent être invoquées, telles que : la question cruciale et encore insoluble du financement agricole, la faiblesse de l’environnement technique et administratif. Par ailleurs, pratiquement tous les actifs s’adonnent au travail extra-agricole hors de leurs zones d’habitation et hors de leurs exploitations agricoles. On est donc dans un contexte typique de paysans pluriactifs tirant l’essentiel de leurs revenus de salaires ou d’entrées d’argent venant de l’extérieur.

- Les institutions spécifiques au développement des zones montagneuses et les identités propres à ces zones sont encore floues (communautés de base, organisations sociales et culturelles, administration, relais politiques...). En fait, il ya un sérieux paradoxe à constater : alors que les zones de montagne sont réputées pour être le fief d’une paysannerie séculaire disposant d’un réseau dense de solidarités (exemple du système de la Touiza), les groupements sociaux qui l’habitent actuellement arrivent difficilement à s’organiser et à participer réellement en faveur d’une relance de l’activité agricole.

(A suivre)

Notes

2 Notre présent travail se base sur la synthèse d’un ensemble de réflexions basées en grande partie sur une série d’enquêtes que nous avons menées au cours de ces dix dernières années dans les zones de montagne de l’Algérie du nord, notamment au niveau de la région de la Petite Kabylie des Babors et du Parc national de Chréa.

3 Source : Bilan des incendies de forêts de la commune de Chréa – 2005-2009 (APC de Chréa)

4 5 Enquêtes personnelles effectuées dans les communes de Guenzet, Harbil et Babor (massif des Babors, wilaya de Sétif)

5 Bourenane N. (ed.), Campagne P. (ed.). Pluriactivité et revenus extérieurs dans l’agriculture méditerranéenne. Montpellier : CIHEAM, 1991. 192 p. (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 5).

6 Selon un responsable de la Chambre d’agriculture de la wilaya de Blida, plusieurs cartes d’agriculteurs ont été délivrés récemment à de jeunes fils d’agriculteurs habitant les communes environnant le parc de Chréa, comme il a été agréé deux associations d’éleveurs caprins et apiculteurs dans les mêmes communes.

7 Projet de réhabilitation de villages anciens et de canaux d’irrigation, soutenu par l’ONG Touiza dans la commune de Ain Lagredj (commune montagnaise du massif des Babors dans la wilaya de Sétif)

8 Notamment celui des petits paysans des communes rurales du massif de Chréa (Chréa, EL Hamdania, Hammam Mélouane)

** Projets de proximité de développement rural intégré, lancé dans les années 2000 dans le cadre de la Politique de RENOUEAU RURAL

9 Z. Sahli. . Rapport final. Projet Agriculture et Développement Rural Durables en régions de montagne- Projet FAO/IAM BARI/ ADRD-Montagne

E-forum Algérie sur la situation et le devenir des montagnes algériennes, Rapport final, (Janvier 2010), ADRD/CIHEAM-IAM Bari

TIZI-OUZOU

Début de l’indemnisation des victimes des derniers incendies

Les victimes des derniers incendies ayant touché la wilaya de Tizi-Ouzou sont invitées à se rapprocher de leur commune pour recevoir les notifications d'indemnisation, annonce lundi un communiqué de la wilaya. L'opération de recensement et d'évaluation des pertes occasionnées par les derniers incendies, entamée en juillet dernier par des commissions de daïra, a été finalisée et approuvée par la commission de wilaya installée à cet effet, ajoute la même source. L'ensemble des responsables et services de la wilaya ont été, pour rappel, mobilisés dans le cadre de cette opération de recensement, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Plusieurs localités de la wilaya de Tizi-Ouzou ont été touchées par des incendies ayant causé des pertes matérielles.

APS

CONSTANTINE

Une station de pompage pour renforcer l’AEP dans l’extension sud de la circonscription administrative Ali Mendjeli

Les travaux de réalisation d'une station de pompage destinée au renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) des logements de l'extension sud de la circonscription administrative Ali Mendjeli, dans la wilaya de Constantine, seront "prochainement" lancés, à-on avis lundi auprès des services de la wilaya. Le projet de réalisation de cette infrastructure hydraulique vise à accompagner le développement urbain de l'extension sud de la circonscription administrative Ali Mendjeli et à contribuer à l'amélioration de l'alimentation en eau potable des populations qui y sont installées ou appelées à y résider, selon la cellule de communication de la wilaya. L'opération a nécessité un montant de près de 30 millions de dinars, avec un délai de réalisation fixé à trois mois, selon les précisions fournies par la même source. Cette infrastructure contribuera au renforcement des capacités d'alimentation en eau potable de cette partie de la circonscription administrative Ali Mendjeli et ce, dans le cadre des efforts visant à accompagner l'extension des nouveaux pôles urbains de la wilaya de Constantine, at-on indiqué.

R E.

ORAN

Lancement de la deuxième phase de la campagne nationale de sensibilisation à la rationalisation de la consommation d’électricité

La Société algérienne de l’électricité et du gaz (Sonelgaz) à Oran a lancé la deuxième phase de la campagne nationale de sensibilisation à l’importance de la rationalisation de la consommation d’énergie électrique, placée sous la supervision du ministère de l’Energie et des Energies renouvelables et en collaboration avec le ministère de la Jeunesse, sous le slogan " Rationaliser notre énergie, c’est garantir notre avenir ", a-t-on appris auprès de la Direction de distribution de l’électricité et du gaz.

Selon un communiqué de la même société, la Direction de distribution de l’électricité et du gaz d’Oran, en coordination avec l’Office des établissements de jeunesse relevant de la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d’Oran, organise une série d’activités de sensibilisation au niveau des établissements de jeunesse de la wilaya, les 16, 17 et 18 août. Cette initiative s’inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la culture de la rationalisation de la consommation d’électricité, notamment auprès des jeunes, à travers la vulgarisation de comportements et de pratiques simples et efficaces permettant de réduire la consommation énergétique

inutile et de préserver la stabilité du réseau électrique, tout en ancrant une culture de l’utilisation rationnelle et durable de l’énergie. Le programme comprend des séances et cours de sensibilisation, ainsi que des rencontres d’information au profit des usagers des établissements de jeunesse, au cours desquels sont prodigués des conseils et orientations pratiques sur l’utilisation optimale des appareils électriques et les moyens d’éviter la surconsommation, particulièrement durant les périodes de pointe de la demande en électricité. La campagne accorde également une importance particulière à la sensibilisation

aux comportements quotidiens susceptibles de contribuer à réduire le gaspillage énergétique, notamment l’utilisation optimale des appareils électriques et l’évitement de la mise en marche d’équipements non indispensables durant les périodes de pointe. Ces activités s’inscrivent dans le cadre de la deuxième phase de la campagne de sensibilisation, tandis que la troisième phase est prévue les 1er, 2 et 3 septembre prochains, afin de poursuivre le programme de sensibilisation et d’élargir sa portée à travers les différents établissements de jeunesse de la wilaya d’Oran.

APS

EL TARF

Réception prochaine de 11 nouveaux établissements scolaires

Le secteur de l'éducation dans la wilaya d'El Tarf sera renforcé à la prochaine rentrée scolaire 2026-2027 par la réception de 11 nouveaux établissements scolaires des trois paliers de l'enseignement en plus d'autres structures, à-on informé lundi auprès du directeur local des équipements publics, Lakhdar Salami. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé qu'il

s'agit de cinq groupes scolaires dans les communes de Chebaita Mokhtar, de Dréan, Besbès et El Kala (2 groupes), 4 CEM dans la localité de Guergour dans la commune d'El Tarf, El Kala, Ben M'hidi et Besbès et 2 lycées à El Kala et Bouhadjar, appelés à améliorer les conditions de scolarisation et augmenter les capacités d'accueil. Il s'agit également de l'aménagement de 79 établissements des

trois paliers en prévision de la prochaine rentrée scolaire pour une enveloppe financière globale de 292 millions DA par l'exécution de travaux de rénovation de l'étañchéité, d'aménagement des entrées des établissements, de revêtement des cours et de requalification des sanitaires, selon la même source. Il sera également procédé à la réception de deux unités de dépis-tage et de suivi de santé scolaire

dans la commune de Souarekh pour le palier primaire et à Sidi Kaci dans la commune de Ben M'hidi pour le palier secondaire, selon la même source. Le même responsable a également fait partie de la réception prochaine de deux salles de sports dans les lycées Seraï Ahmed et Bouzeriba Boukhatem dans la commune d'Ain El Assel. Agence

SECTEUR DE L'ÉDUCATION À SÉTIF

Près de 3.000 nouveaux postes pour l’encadrement pédagogique dès la prochaine rentrée

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Sétif s'est renforcé, en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2026-2027, par le recrutement de 2.938 nouveaux enseignants répartis sur les trois paliers de l'enseignement, at-on appris lundi auprès du directeur local du secteur, Rachid Benmessaoud. Le même responsable a précisé à l'APS que les postes ouverts se répartissent sur le primaire (1,596), le moyen (883) et le secondaire (459) de sorte à pourvoir les postes vacants, remplacer les départs à la retraite et répondre aux besoins des nouveaux établissements. Ces nouveaux postes sont constitués de 999

pour la langue arabe, 179 pour les mathématiques, 334 pour l'éducation islamique, 38 pour le français, 75 pour la physique et 58 pour les sciences de la nature dans les trois paliers, a précisé la même source, ajoutant que les filières techniques ont été également renforcées par l'ouverture de postes en génie civil, génie électrique, mécanique et génie des procédés. Selon la même source, l'opération vient en parallèle à l'affectation des diplômés des écoles supérieures normales (ENS) vers les établissements scolaires de sorte à renforcer les personnels pédagogiques et atténuer la pression enre-gistrée dans certains établissements des 60

communes de la wilaya. Cette opération de recrutement revêt une grande importance au regard de l'étendue de la carte pédagogique en termes d'effectifs scolaires dans les trois paliers et de nombre d'établissements, a souligné le même responsable. La wilaya de Sétif compte plus de 1.272 établissements scolaires répartis sur ses 60 communes et encadrés par 28.273 fonctionnaires du corps pédagogique et plus de 14.984 agents administratifs, selon les données de la direction locale du secteur.

R E.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Six nouvelles spécialités à Tiaret

La direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya de Tiaret a introduit six nouvelles spécialités pertinentes des modes de formation par apprentissage et de formation qualifiante, à-on appris, lundi, auprès de la direction. La chargée de l'information, Ibtiassam Ramdani, a indiqué que ces nouvelles spécialités ont été programmées conformément aux offres du référentiel national des formations et des compétences, adopté par le ministère de tutelle, et en adéquation avec les besoins du marché local de l'emploi. Les nouvelles spécialités comprennent

quatre formations par apprentissage, sanctionnées par un diplôme de technicien supérieur, et deux formations qualifiantes, sanctionnées par un certificat de qualification professionnelle. Les formations par apprentissage concernent notamment la spécialité de gestion du commerce de détail et celle de distribution des produits pharmaceutiques, qui seront ouvertes à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) Ziane Belkacem, dans le quartier « Es-Senia » à Tiaret. La spécialité systèmes et réseaux informatiques, option cybersécurité, sera également ouverte à l'INSFP Kada

Belkacem de Tiaret. La quatrième spécialité sera proposée à l'INSFP Saïm Saïd, au chef-lieu de wilaya. Elle relève du domaine du tourisme et de l'hôtellerie, option production et gestion des voyages touristiques. Les deux spécialités pertinentes de la formation qualifiante seront ouvertes au Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) Djelouli Messaoum, dans le quartier "El Mandhar El Djamil" à Tiaret. Elles portent sur la formation d'agent de prévention sur les chantiers de construction, ainsi que sur la spécialité de poseur et installateur de revêtements. Les stagiaires bénéficieront

d'une formation de trois mois, au terme de laquelle des certificats de spécialité leur seront délivrés. Le même responsable a souligné que les établissements de formation professionnelle de la wilaya, qui comprennent six instituts nationaux spécialisés et 23 centres de formation professionnelle, offrent au total 8.180 places pédagogiques pour la prochaine session, dont 3.930 places dans les formations sanctionnées par un diplôme d'Etat et 4.250 places dans les formations sanctionnées par un certificat de qualification professionnelle.

R E.

Le pari de Trump sur les stablecoins met le système financier en danger

L'engouement du gouvernement américain pour les cryptomonnaies dites « stablecoins » ne se limite pas à la corruption à la Trump ou au lobbying industriel. Il s'agit d'une tentative visant à réduire les coûts des emprunts fédéraux, une initiative qui pourrait, à long terme, compromettre la stabilité du système financier.

1^{ère} partie

Par David Martin (*)

Une nouvelle forme de cryptomonnaie, appelée « stablecoins », a fait une entrée fracassante sur la scène financière mondiale.

Créé il y a à peine un peu plus de dix ans, ce secteur devrait connaître une croissance telle qu'il sera en passe de rivaliser avec certains des plus grands acteurs de la finance. Les analystes estiment que son volume atteindra 1 600 milliards de dollars d'ici 2030, ce qui lui conférerait une valeur à peu près équivalente à celle de l'ensemble des actifs actuellement détenus par Citibank.

Pour expliquer l'ascension fulgurante des stablecoins, la plupart des analystes ont mis en avant les pratiques auto-favorables de l'administration Trump. Le président Donald Trump utilise souvent sa fonction présidentielle à des fins personnelles, et les cryptomonnaies ne font pas exception. En mai 2025, la famille Trump a lancé un stablecoin (USD1) par l'intermédiaire de sa société de cryptomonnaies, World Liberty Financial. À peine deux mois plus tard, le Congrès a adopté la loi GENIUS (Guiding and Establishing National Innovation for US Stablecoins), qui établit un cadre réglementaire pour les stablecoins et a déclenché un afflux massif d'investissements dans ce secteur. Après l'adoption de cette loi, l'USD1 a vu sa capitalisation boursière atteindre près de 3 milliards de dollars en quelques mois, rapportant ainsi 412 millions de dollars à la famille Trump.

La corruption de l'administration Trump est un facteur important pour expliquer le soutien du gouvernement au secteur des stablecoins. Pourtant, en tant que prisme d'analyse, elle a ses limites. Comment, par exemple, expliquer le fait que la loi GENIUS ait été adoptée par les deux chambres du Congrès avec un soutien bipartisan suffisant pour passer outre un veto ? Quelque chose dans cette loi poussait de nombreux Démocrates (y compris certains des détracteurs les plus virulents du président Trump, comme les sénateurs Adam Schiff, Cory Booker et Kirsten Gillibrand) à voter en faveur de celle-ci.

Et bien que les intérêts des entreprises parviennent souvent à s'imposer dans la politique américaine, le secteur privé était loin d'être unanime. Les banques commerciales se sont opposées à des dispositions clés du projet de loi et ont exercé des pressions pour s'assurer que le secteur des stablecoins ne devienne pas un concurrent de poids.

La croissance rapide du secteur des stablecoins repose sur un autre facteur souvent négligé dans les analyses actuelles : le gouvernement fédéral a besoin de se financer à faible coût pour couvrir ses dépenses. Grâce à la loi GENIUS, il a



mis en place une nouvelle mesure incitative légale visant à encourager les institutions financières à lui accorder des prêts.

Dans les faits, on constate que le besoin du gouvernement de se financer à bas coût a souvent joué un rôle de catalyseur dans la transformation du système bancaire américain, semant ainsi les germes de crises financières ultérieures. Alors que, par le passé, les mesures destinées à encourager l'octroi de prêts à bas coût au gouvernement étaient souvent prises en dernier recours en temps de guerre, aucune justification comparable n'existait lors de l'adoption de la loi GENIUS. En l'occurrence, la guerre contre l'Iran a rendu le besoin d'emprunts à faible coût encore plus pressant, même si la motivation initiale était une manœuvre risquée visant à financer des baisses d'impôts pour les plus riches.

La corruption au sein de l'administration Trump est un facteur important qui explique le soutien apporté par le gouvernement au secteur des stablecoins. Toutefois, en tant qu'angle d'analyse, elle a ses limites.

Si nous voulons un système financier stable qui serve l'intérêt général plutôt que ceux de politiciens corrompus et des ultra-riches, deux réformes majeures s'imposent. Premièrement, pour inverser la financiarisation de l'économie américaine observée au cours des soixante dernières années, il nous faut veiller à ce que la création monétaire soit assurée exclusivement par des banques réglementées. Dans le cadre de cette réforme, la Réserve fédérale, le Trésor et le Congrès doivent s'engager à réglementer les nouveaux acteurs financiers qui ressemblent à des banques mais n'en sont pas (comme les stablecoins), même si cela implique des coûts d'emprunt plus élevés pour l'État. Et deuxièmement, pour garantir que les régulateurs fassent leur travail, il nous faut éliminer toute incitation à fermer les yeux : le déficit fé-

déral doit être maîtrisé.

Comprendre les stablecoins

À la différence des cryptomonnaies plus volatiles comme le Bitcoin, les stablecoins sont, comme leur nom l'indique, conçus pour être stables, la plupart sont « indexés » sur le dollar américain. Certes, la terminologie peut prêter à confusion, mais leur fonctionnement s'apparente beaucoup à celui des banques. Comme dans le cas de ces dernières, les particuliers déposent leurs dollars auprès d'un émetteur de stablecoins et reçoivent en échange un équivalent en espèces, dans ce cas, un « stablecoin » plutôt qu'un acompte. Depuis l'adoption de la loi GENIUS, les émetteurs de stablecoins sont légalement tenus de détenir certains actifs publics, tels que des titres du Trésor, en garantie de leurs émissions de stablecoins. L'un des objectifs de cette loi était de rendre les émetteurs de stablecoins plus sûrs en réglementant les actifs qu'ils étaient autorisés à détenir, à l'instar de ce que le gouvernement a souvent fait vis-à-vis des banques tout au long de l'histoire des États-Unis.

Si l'obligation faite aux émetteurs de stablecoins d'investir dans des actifs publics a renforcé la stabilité de cette monnaie, elle a également permis d'atteindre un autre objectif tout aussi important pour les autorités fédérales. Grâce à cette modification législative, le gouvernement fédéral a mis en place une incitation juridique pour que les institutions financières lui accordent des prêts, ce qui a permis de faire baisser le coût des emprunts par l'État.

Avec un déficit budgétaire avoisinant les 1 800 milliards de dollars et les politiques tarifaires de Trump ayant semé le chaos sur le marché obligataire l'année

dernière, il n'était pas surprenant que l'administration se soit prononcée fermement en faveur du GENIUS Act. Elle a reconnu le lien entre la croissance des stablecoins et le marché des bons du Trésor, qualifiant le GENIUS Act de moyen de « renforcer la suprématie du dollar » (autrement dit : accroître la liquidité du marché des bons du Trésor et alléger les coûts de financement). Plus généralement, l'appétit vorace du gouvernement fédéral pour des emprunts à faible coût peut permettre d'expliquer pourquoi le projet de loi a été adopté à une écrasante majorité, avec le soutien des deux partis tant à la Chambre des Représentants qu'au Sénat. La sénatrice Démocrate Kirsten Gillibrand, co-autrice du GENIUS Act, a salué ce projet de loi qui garantit la « suprématie du dollar », reprenant ainsi les propres termes de l'administration.

Parallèles historiques

Ce phénomène précis, qui consiste à privilégier de nouveaux acteurs financiers parce qu'ils permettent de réduire le coût des emprunts de l'État en période d'incertitude budgétaire, est loin d'être nouveau dans l'histoire des États-Unis. En 1863, pendant la guerre de Sécession, le financement des dépenses publiques était une question de vie ou de mort pour l'Union. À court d'argent et de plus en plus irritée des effets inflationnistes liés à l'impression de monnaie fiduciaire (« greenbacks ») pour financer la guerre, l'Union cherchait désespérément un moyen d'inciter davantage de particuliers ou d'entreprises à prêter de l'argent au gouvernement fédéral. Le système bancaire en place (souvent appelé « système de libre banque » (1837-1863), caractérisé par un patchwork de réglementations étatiques et l'absence de monnaie nationale, ne constituait pas une source d'emprunt efficace pour le gouvernement fédéral. En effet, les États n'exigeaient pas toujours des banques qu'elles détiennent de la dette fédérale dans leur bilan.

Le besoin du gouvernement de se financer à bas coût a souvent joué un rôle de catalyseur dans la transformation du système bancaire américain, semant ainsi les germes de crises financières futures.

Souhaitant renflouer les caisses du Trésor par d'autres moyens que l'impression de monnaie, le secrétaire au Trésor Salmon Chase proposa un nouveau système bancaire « national ».

(A suivre)

Source : Jacobin, publié le 11/06/2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

(*) Titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université Rutgers et occupe le poste de chercheur associé au Eagleton Center for Public Interest Polling.

RESTRUCTURATION BANCAIRE AU LIBAN

Le pays a-t-il enfin voté la loi qui fera payer les pertes à ceux qui doivent les assumer

Sept ans après l'effondrement du système bancaire libanais, le Parlement vient enfin de modifier la loi sur le redressement et la restructuration des banques. Présenté comme une étape décisive vers un accord avec le Fonds monétaire international, le texte mérite pourtant d'être lu avec beaucoup plus d'attention que ne le suggèrent les déclarations politiques qui ont accompagné son adoption. Il contient de véritables avancées : les actionnaires doivent absorber les pertes avant les déposants, les banques devront être évaluées individuellement, les établissements non viables pourront être liquidés, des dirigeants remplacés et certains transferts privilégiés récupérés. Mais il contient aussi des ambiguïtés, des pouvoirs institutionnels considérables, plusieurs écarts avec les meilleurs standards internationaux et surtout une limitation fondamentale : il ne dit toujours pas comment seront réparties les pertes gigantesques accumulées depuis 2019. La contradiction est inscrite jusque dans le texte. La nouvelle architecture est censée permettre de restructurer les banques, mais son exécution restera suspendue jusqu'à l'adoption et la publication de la future loi sur le rétablissement de l'ordre financier et la restitution des dépôts, autrement dit la loi qui doit traiter l'« écart financier ».

Le Parlement a donc construit une partie de la mécanique de résolution sans encore décider définitivement comment sera répartie la facture entre l'État, la Banque du Liban, les banques, leurs actionnaires et éventuellement certaines catégories de déposants. C'est pourtant cette répartition qui constitue le cœur du conflit depuis octobre 2019. Il faut donc éviter deux lectures aussi trompeuses l'une que l'autre. La première consisterait à présenter la loi comme un simple texte cosmétique destiné à satisfaire le FMI : elle va beaucoup plus loin et modifie réellement les règles applicables aux banques insolvables. La seconde serait d'annoncer que la crise bancaire est désormais réglée : elle ne l'est absolument pas. Le texte organise la manière dont une banque pourra être restructurée ou liquidée lorsqu'auront été déterminées ses véritables pertes. Il ne détermine toujours pas, à lui seul, la valeur économique réelle des dizaines de milliards de dollars de créances que les banques détiennent sur la Banque du Liban.

Agence

AVEC UN ACCORD ENTRE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE DU PÉTROLE ET SHELL

La Libye veut franchir une nouvelle étape dans la valorisation de ses ressources gazières

Le gaz occupe une place croissante dans les ambitions énergétiques libyennes. Face aux défis de production et d'investissement, le pays cherche à structurer son secteur et à attirer les expertises nécessaires pour mieux valoriser ses ressources.

La Libye veut franchir une nouvelle étape dans la valorisation de ses ressources gazières. La semaine dernière, la société publique du pétrole (NOC) et Shell ont engagé des discussions pour élaborer une stratégie globale destinée à améliorer l'efficacité du secteur et à mieux exploiter le potentiel gazier du pays. Une démarche qui dépasse le cadre des projets individuels en cours et qui s'inscrit dans la volonté de Tripoli de reconstruire une industrie énergétique capable d'attirer durablement les investissements internationaux.

Le président de la NOC, Masoud Suleman et le vice-président de Shell pour l'Irak, les Émirats arabes unis et la Libye ont évalué l'avancement des travaux liés aux protocoles d'accord signés entre les deux groupes. Les échanges ont porté sur les études techniques menées dans les zones et les champs couverts par ces

accords, ainsi que sur les prochaines étapes de leur mise en œuvre. La compagnie publique libyenne souhaite notamment définir un calendrier précis pour achever les évaluations en cours et permettre le passage vers des programmes opérationnels clairement établis. L'objectif est de disposer d'une meilleure connaissance des actifs ciblés avant d'engager d'éventuels développements.

Le gaz au centre de la relance énergétique libyenne

Le rapprochement avec Shell intervient alors que la NOC cherche à donner une place plus importante au gaz dans sa stratégie énergétique. La compagnie publique veut en effet s'appuyer sur l'expertise internationale du groupe anglo-néerlandais pour élaborer un plan à long terme destiné à améliorer les per-

formances du secteur, optimiser l'exploitation des ressources disponibles et accroître leur valeur économique. Cette coopération repose notamment sur les accords annoncés à Londres en juillet 2025. Dans ce cadre, Shell s'est engagé à évaluer le potentiel en hydrocarbures du champ d'Al-Atshan et d'autres actifs entièrement détenus par la NOC, à travers des études techniques et économiques de faisabilité. Pour la Libye, l'enjeu est double. Il s'agit d'abord de mieux exploiter ses ressources nationales afin de renforcer son approvisionnement énergétique et de soutenir son développement industriel. Le pays cherche également à accroître ses capacités d'exportation dans un contexte où le gaz conserve une importance stratégique pour les marchés régionaux et européens.

R I.

MAURITANIE

Nouakchott porte le budget 2026 à 140,3 milliards MRU

La Mauritanie a relevé à 140,3 milliards MRU, soit 3,5 milliards USD, le budget de l'exercice 2026 via une loi de finances rectificative adoptée le 11 août, ajustant recettes et dépenses à la hausse dans un contexte de vulnérabilité budgétaire. Adoptée par l'Assemblée nationale le 29 juillet 2026, la loi de finances rectificative porte le budget de l'exercice 2026 à 140,3 milliards de nouvelles ouguiyas (MRU), soit environ 3,5 milliards de dollars. La révision prévoit notamment une hausse des dépenses de fonctionnement, tandis que les dépenses d'investissement reculent de 2,99 %.

Cette révision, décrite comme un ajustement à mi-parcours de l'exercice, intervient dans un contexte de tensions sur les prix et de besoins accrus en infrastructures, alors que les autorités cherchent à préserver la trajectoire de soutenabilité de la dette publique et à accompagner la montée en puissance des projets extractifs et énergétiques. Les paramètres clé du budget 2026 révisé

Selon la présentation faite devant les autorités exécutives, le relèvement du budget 2026 vise d'abord à couvrir une augmentation des dépenses sociales et des subventions, notamment dans un environ-

nement de renchérissement des importations alimentaires et énergétiques. Une partie de l'enveloppe additionnelle doit également financer des projets d'infrastructures routières et énergétiques considérés comme prioritaires pour soutenir la croissance. Les documents de cadrage budgétaire à moyen terme publiés par le ministère de l'Économie et des Finances montraient déjà que le solde budgétaire prévisionnel pour 2026 devait rester déficitaire, avec un besoin de financement significatif pour couvrir les investissements publics. La loi de finances rectificative s'inscrit dans cette trajectoire en renforçant les marges

de manœuvre sur les dépenses, tout en révisant à la hausse certaines prévisions de recettes.

Le recours aux financements extérieurs demeure important dans la structure de la dette mauritanienne. Selon le bulletin statistique de la dette publique au troisième trimestre 2025, la dette extérieure atteignait 163,8 milliards de MRU au 30 septembre 2025, dont 60 % détenus par des créanciers multilatéraux et 40 % par des créanciers bilatéraux. La dette en devises reste fortement dominée par le dollar américain et les monnaies qui lui sont rattachées.

Agence

POUR ACCÉLÉRER L'EXPANSION DE SES ENTREPRISES EN AFRIQUE

L'Égypte mise sur la diplomatie économique

L'Égypte entend renforcer la présence de ses entreprises sur les marchés africains en misant sur une meilleure coordination entre pouvoirs publics, secteur privé et institutions financières. Réunis au Caire autour du ministre des Affaires étrangères Badr Abdelatty et du PDG de la BADEA, les acteurs économiques ont discuté des mécanismes de financement, des garanties et des outils nécessaires pour faciliter l'investissement égyptien en Afrique. Le ministre des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, également représentant de l'Égypte au conseil d'administration de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), a réuni dimanche 16 août, des représen-

tants du secteur privé, en présence du PDG de la banque, Fahad Aldossari, pour examiner les moyens de soutenir l'expansion des entreprises égyptiennes sur les marchés africains.

« L'Etat est déterminé à accompagner les entreprises égyptiennes dans leur développement en Afrique, notamment à travers une coordination renforcée avec les gouvernements et les institutions africains. L'objectif est de faciliter leur accès aux marchés du continent, de lever les obstacles administratifs et réglementaires auxquels elles peuvent être confrontées et, plus largement, d'améliorer leur compétitivité », a expliqué Abdelatty lors de la rencontre.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la nouvelle édition des sessions de dialogue BRIDGE, qui visent à renforcer la coopération entre le ministère des Affaires étrangères, le secteur privé égyptien et les partenaires au développement économique, notamment les institutions financières internationales. La BADEA, retenue comme partenaire de cette édition, a offert un cadre pour approfondir les échanges autour des opportunités d'investissement et des mécanismes de financement en Afrique. Elle a présenté ses différents instruments et services, ainsi que les moyens permettant aux entreprises égyptiennes d'en bénéficier pour leurs projets dans les pays africains.

Le gouvernement égyptien souhaite accroître la présence de ses entreprises en Afrique, mais aucune nouvelle cible chiffrée en matière d'investissements ou d'exportations n'a été annoncée lors de la réunion du 16 août. Le ministre Badr Abdelatty a plutôt mis l'accent sur le renforcement des mécanismes de soutien, notamment la création envisagée d'une entité chargée de coordonner les investissements égyptiens en Afrique et d'une base de données recensant les opportunités et projets prioritaires dans le continent, sans qu'un calendrier précis pour leur mise en œuvre n'ait encore été communiqué.

Synthèse R I.

AFRIQUE DU SUD

Transnet sollicite 2,2 milliards \$ pour moderniser ses infrastructures

La société publique est engagée dans un vaste programme d’investissement pour moderniser ses installations portuaires et rénover plusieurs lignes ferroviaires, afin d’aplanir les difficultés logistiques décriées régulièrement par les acteurs économiques locaux et étrangers dans le pays.

Transnet veut obtenir 35 milliards de rands (environ 2,2 milliards de dollars) du Trésor national sud-africain pour moderniser ses infrastructures et réduire les goulets d’étranglement qui pénalisent les exportations et freinent la croissance économique. La demande a été annoncée jeudi 13 août par la ministre sud-africaine des Transports, Barbara Creecy. Selon les détails de son intervention, la société sud-africaine de fret et de logistique devrait bénéficier de ce financement par l’intermédiaire du Fonds budgétaire pour les infrastructures (Budget Facility for Infrastructure/BFI) du Trésor national.

Le rail s’ouvre au privé pour désengorger le fret

L’enveloppe servira en partie à « financer des projets s’étendant jusqu’en 2030 ». Il s’agit notamment de la modernisation de voies ferrées pour assurer le démarrage des activités de fret de 11 opérateurs privés, qui avaient obtenu en mai der-

nier des créneaux horaires sur le réseau ferroviaire national. « L’intégration de ces opérateurs privés devrait permettre d’ajouter 24 millions de tonnes de capacité de fret au réseau, un objectif qui pourrait être atteint au cours des 18 prochains mois », a souligné Mme Creecy dans des propos relayés par Bloomberg. Les opérateurs privés retenus sont ARC South Africa (ARC), The Railway Corporation, TLD Marine, Menar Ports & Rail, Sharp Logistics, Barberry, Grindrod, Minrail, IRACEMA, Mtheo Logistics et Interlinks. Ils interviennent sur plusieurs segments stratégiques, notamment le charbon, le manganèse, les conteneurs, les carburants et le fret général. L’objectif affiché de l’ouverture du fret ferroviaire au secteur privé est de soutenir la stratégie nationale visant à faire passer les volumes transportés par rail d’environ 180 millions à 250 millions de tonnes d’ici 2030. Jusqu’ici dominé par Transnet, le fret ferroviaire sud-africain s’ouvre progressivement à des opéra-

teurs privés, tandis que l’infrastructure reste sous contrôle public. Cette transition s’inscrit dans une vaste réforme destinée à améliorer les performances logistiques du pays, alors que les insuffisances du réseau ont régulièrement pesé sur les exportations minières et industrielles.

Des investissements massifs pour rétablir la performance logistique

Parmi les autres projets prévus par Transnet pour améliorer ses performances, Mme Creecy a cité l’introduction d’un dock flottant géré par le secteur privé au port du Cap afin d’accroître la capacité de réparation navale. La société vise aussi la création d’un « système communautaire portuaire », une plateforme numérique qui connecte tous les acteurs publics et privés d’une communauté portuaire et permet l’échange d’informations en temps réel pour optimiser le passage des navires et des marchandises.

Agence

TANZANIE

Stanbic Bank lance un service de règlement direct en yuan

La Chine est devenue le premier fournisseur de la Tanzanie, avec 8,17 milliards de dollars d’importations en 2025. Le nouveau dispositif de Stanbic Bank vise à simplifier les règlements entre entreprises des deux pays en supprimant le recours au dollar comme monnaie intermédiaire. En Tanzanie, Stanbic Bank a lancé, mercredi 12 août, un service de règlement direct en yuan (RMB) destiné à faciliter les échanges commerciaux avec la Chine. Selon la banque, ce dispositif, qu’elle présente comme une

première dans le secteur bancaire tanzanien, permet aux entreprises de convertir directement le shilling tanzanien en yuan pour effectuer leurs transactions, sans recourir au dollar américain comme monnaie intermédiaire. Cette solution devrait contribuer à réduire les coûts et les délais liés aux transactions internationales, tout en limitant l’exposition des entreprises au risque de change lié au recours à une monnaie intermédiaire. Elle s’appuie sur les infrastructures de Standard

Bank Group, société mère de Stanbic Bank Tanzania, en partenariat avec Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) et le système chinois de paiement interbancaire transfrontalier CIPS.

La Chine, premier fournisseur de la Tanzanie

Pour Fredrick Max, responsable de l’unité de banque commerciale et d’entrepreneuriat de Stanbic Bank Tanzania, la réussite de cette initiative dépendra notamment de son adoption

par les entreprises et de son impact sur les échanges commerciaux entre les deux pays. La Chine constitue depuis plusieurs années un partenaire majeur du commerce extérieur tanzanien. En 2025, les importations tanzaniennes en provenance de Chine ont atteint environ 8,17 milliards de dollars, tandis que les exportations tanzaniennes vers la Chine se sont établies à près de 710 millions de dollars, selon Stanbic Bank.

Synthèse R I.

NIGER

Le canadien Zimar va investir 1,9 milliard \$ dans un complexe de raffinage

Producteur de pétrole depuis 2011 et exportateur de brut depuis janvier 2024, le Niger reste confronté à des pénuries récurrentes de carburants, liées notamment aux capacités limitées de son unique raffinerie et à la diminution des approvisionnements informels en provenance du Nigeria. Le Niger va se doter d’une nouvelle raffinerie de pétrole de 100 000 barils par jour. Le gouvernement nigérien a signé, samedi 15 août, un accord avec le groupe canadien Zimar Inc pour construire cette unité et un complexe pétrochimique, pour un investissement total estimé à 1,9 milliard de dollars. « La durée totale de l’accord a été fixée à 16 ans, dont trois ans pour la construction et treize ans pour l’exploitation », a déclaré le ministre nigérien des Affaires étrangères, Bakary Yaou Sangaré, indiquant que le projet sera implanté à Dosso, une ville située dans le Sud-ouest du pays. Le montage retenu est celui d’un partenariat public-privé (PPP) de type Build, Operate and Transfer (BOT/Construire, Exploiter et Transférer). Ainsi, Zimar financera et développera l’infrastructure énergétique, l’exploitera pendant la période convenue, avant d’en transférer la propriété à l’État nigérien. Le groupe canadien spécialisé dans l’ingénierie, la planification d’investissements et l’exécution de projets industriels dans le secteur des hydrocarbures dispose de quatre mois pour

mobiliser les financements et finaliser l’ingénierie détaillée, tandis que le bouclage financier devrait intervenir dans un délai de douze mois à compter de la signature de l’accord, selon M. Sangaré. L’accord intervient près de deux ans après la signature d’un mémorandum d’entente relatif à ce projet en octobre 2024. Entre-temps, le Niger avait ordonné une révision du protocole, entraînant certaines modifications des caractéristiques de la raffinerie avant la signature de l’accord définitif. Le projet a notamment évolué vers une raffinerie classique, abandonnant l’option modulaire retenue initialement.

Réduire la dépendance aux produits raffinés importés

Producteur de pétrole depuis le début des années 2010 et exportateur de brut depuis janvier 2024, principalement vers la Chine, le Niger cherche à développer ses ressources pétrolières, que les autorités évaluent à environ 853 millions de barils, avec un potentiel estimé à 2,7 milliards de barils dans le bassin de Kafra. « La signature de l’accord (...) traduit la volonté du Niger de diversifier ses partenaires, de transformer davantage les ressources sur son territoire, de renforcer ses capacités industrielles, de créer de la valeur ajoutée et d’ouvrir de nouvelles perspectives économiques pour notre pays », a souligné M. Sangaré.

Le Niger dispose actuellement d’une seule raffinerie de brut, située dans la région de Zinder (sud). Opérationnelle depuis janvier 2012, la Société de raffinage de Zinder (SORAZ) a une capacité de production de 20 000 barils par jour. Combinée au net recul du carburant de contrebande en provenance du Nigeria découlant de la fin des subventions des produits énergétiques décidée par Abuja, la capacité de raffinage limitée du Niger crée des pénuries récurrentes de carburants, notamment d’essence et de gasoil. Dans le même temps, la consommation nationale a été renforcée par une politique de réduction des prix instaurée ces dernières années par les autorités. Face aux tensions d’approvisionnement du marché en produits pétroliers raffinés, la question de l’accélération de la construction d’une seconde raffinerie s’est posée avec insistance ces dernières années. La future unité de Dosso pourrait par ailleurs approvisionner les pays voisins. « Cette raffinerie mettra fin à la dépendance du Niger vis-à-vis des approvisionnements provenant de l’extérieur. Dès sa mise en service, les carburants qui feront fonctionner les camions, les tracteurs et les groupes électrogènes du Niger seront des produits nigériens — raffinés sur le sol nigérien, à partir de brut nigérien, par des Nigériens », a indiqué le PDG du groupe Zimar, Benjamin Day Marc, cité par l’agence de presse officielle nigérienne ANP.

Agence

CÔTE D’IVOIRE

Le pays pose les bases d’une meilleure traçabilité de sa filière anacarde

Le pays est le premier producteur mondial de noix de cajou. La filière constitue également la 3^e source de recettes d’exportation du secteur agricole, après le cacao et le caoutchouc naturel. En Côte d’Ivoire, le Conseil Coton Anacarde Karité (CCAK) a officiellement lancé, le 11 août à Korhogo, le Projet d’Identification des Exploitants et Exploitations d’Anacarde (IEEA). L’objectif affiché est de constituer une base de données plus fiable sur la filière. Il est prévu que ce projet contribue à optimiser les ressources, améliorer la répartition des intrants, sécuriser les transactions et renforcer la traçabilité de la filière. Pour cette première étape, l’organe de régulation a mobilisé le corps préfectoral ainsi que les chefs traditionnels de la région du Poro, afin de faciliter le déploiement de l’opération sur le terrain. « Toutes nos actions de développement reposent sur des chiffres. Si nous savons combien de producteurs il y a et la taille de leurs exploitations, nous pouvons calibrer nos opérations de soutien et de développement », a déclaré Konaté Issa, directeur général adjoint du CCAK.

Vers un système national de traçabilité comme dans le café-cacao ?

La démarche engagée dans l’anacarde rappelle celle déjà menée dans la filière café-cacao. En Côte d’Ivoire, le Conseil du Café-Cacao a lancé dès 2019 une opération de recensement des producteurs et de leurs plantations, avec notamment la géolocalisation des vergers. Cette base de données a ensuite servi à préparer le Système national de traçabilité (SNT), officiellement lancé en juin 2026, afin de suivre les produits depuis les plantations jusqu’aux marchés internationaux. Concrètement, le SNT repose sur trois outils clés : la carte du producteur, le Terminal de paiement électronique (TPE) et les scellés de traçabilité. La carte permet d’identifier chaque planteur et de centraliser les informations relatives à son identité et à sa parcelle, tout en facilitant la traçabilité des fèves. Le TPE vise à limiter les paiements en espèces et à garantir l’application du prix officiel bord champ, tandis que les scellés permettent de suivre les lots jusqu’à leur embarquement.

R I.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales ploient face au regain de tensions au Moyen-Orient

Les marchés boursiers mondiaux évoluent en recul mardi, freinés par un regain de tensions au Moyen-Orient qui fait grimper les prix du pétrole et les taux d'intérêt de la dette des Etats. En Europe, dans les premiers échanges vers 07H20 GMT, Paris cédait 0,15%, Francfort 0,38%, Milan 0,48%. Londres était stable (+0,01%). En Asie, Tokyo a perdu 2,54% et Séoul 1,55%.

Les marchés sont "pénalisés par la remontée du pétrole, des rendements obligataires et une nouvelle dégradation du climat géopolitique", énumère John Plassard, de Cité Gestion Private Bank. La perspective d'une paix au Moyen-Orient s'est éloignée ces dernières heures, plombant l'humeur des investisseurs. Donald Trump a déclaré lundi qu'il ne prolongerait pas la trêve de 60 jours entre Washington et Téhéran, prévue dans un protocole d'accord de juin, trêve que l'Iran a qualifiée de "hors de propos". Jared Kushner, envoyé spécial et gendre du président américain, a lui dit que les deux parties menaient des discussions "très positives et animées", mais a souligné qu'il n'y avait pas "beaucoup de confiance" entre les Etats-Unis et l'Iran.

Le président américain a par ailleurs menacé de bombarder Oman si le pays se mettait "en travers" de la route de Washington, en réponse à une question sur les échanges en cours entre Mascate et Téhéran sur le détroit d'Ormuz.

Le pétrole en hausse

La remontée des tensions entre Washington et Téhéran fait grimper les prix du pétrole depuis plusieurs jours. Mardi, vers 07H20 GMT, le cours du baril de Brent de la mer du Nord, référence mondiale, gagnait 0,69%, à 91,50 dollars. Le WTI nord américain, gagnait lui 1,03% à 85,37 dollars. Une hausse qui profitait aux géants du secteur: à Londres BP prenait 1,73% et Shell 1,35%, à Milan Eni gagnait 0,86% et à Paris,

TotalEnergies grimpait de 1,33%. Résultat, "les marchés ne parviennent pas à se débarrasser de leurs inquiétudes inflationnistes", explique Jochen Stanzl, analyste chez Consorsbank. En Europe, le rendement de l'Allemagne à dix ans atteignait vers 07H20 GMT 3,25%, contre 3,22% la veille en clôture, un niveau pas atteint depuis 2011. Celui de la France atteignait 4,10%, contre 4,06%, au plus haut depuis 2009. Les taux à trente ans sont particulièrement touchés par cette remontée, traduisant une confiance de moins en moins forte des investisseurs envers la soutenabilité budgétaire des États à long terme. Aux Etats-Unis, le taux d'intérêt américain à échéance 30 ans évolue ainsi à des niveaux pas vus depuis juin 2007.

Les investisseurs seront par ailleurs attentifs aux chiffres de la production industrielle au mois de juillet aux Etats-Unis, attendus à 12H30 GMT, alors que les investisseurs guettent les signes d'un éventuel ralentissement de la première économie mondiale. Des doutes se sont en effet imposés la semaine dernière après un recul surprise (-0,6%) des ventes au détail au mois de juillet. A ce mauvais indicateur s'est ajouté une confiance des consommateurs américains en nette baisse pour le mois d'août, selon une enquête préliminaire de l'université du Michigan également publiée vendredi. Dans le même temps, ces chiffres éloignent la perspective d'une hausse des taux imminente de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui aurait un impact négatif sur les marchés d'actions. Côté changes, le dollar restait stable (+0,07%), à 1,1573 dollar pour un euro.

Agence

BOURSE

Wall Street recule, minée par la hausse des coûts d'emprunt

La Bourse de New York a terminé dans le rouge lundi. Le Dow Jones a cédé 0,51%, l'indice Nasdaq a perdu 0,32% et l'indice élargi S&P 500 a reculé de 0,52%. Les cours du pétrole ont grimpé de plus de 2,5% lundi. Dans ce contexte, les investisseurs demandent des rendements plus élevés pour compenser les hausses de prix, qui érodent dans la durée la valeur de leur capital prêté. Vers 20H25 GMT, le rendement à échéance dix ans des emprunts de l'Etat américain évoluait à 4,73% contre 4,69% à la clôture vendredi et 3,94% avant les premières frappes menées par les Etats-Unis et Israël en Iran fin février. A plus long terme (30 ans), il évoluait à 5,31%, au plus haut depuis juin 2007.

APS

BOURSE DE PARIS

En légère baisse

La Bourse de Paris évolue en légère baisse mardi, freinée par un regain de tensions au Moyen-Orient, qui fait grimper les prix du pétrole et les taux d'intérêt de la dette des Etats. Vers 09H40 (heure de Paris), le CAC 40 cédait 0,18%, à 8.563,26 points, en recul de 16,43 points. La veille, il avait déjà cédé 0,66%, sa cinquième séance de recul consécutive. La perspective d'une paix au Moyen-Orient s'est éloignée ces dernières heures, plombant l'humeur des investisseurs. "Aucune solution pacifique n'a encore été trouvée entre l'Iran et les États-Unis, pas plus qu'une réponse à la question de savoir comment gérer à l'avenir le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz", s'inquiète Jochen Stanzl, analyste chez Consorsbank. Donald Trump a déclaré lundi qu'il ne prolongerait pas la trêve de 60 jours entre Washington et Téhéran, prévue dans un protocole d'accord de juin, trêve que l'Iran a qualifiée de "hors de propos".

Le président américain a par ailleurs menacé de bombarder Oman si le pays se mettait "en travers" de la route de Washington, en réponse à une question sur les échanges en cours entre Mascate et Téhéran sur le détroit d'Ormuz. Cette remontée des tensions entre Washington et Téhéran fait grimper les prix du pétrole depuis plusieurs jours, ravivant les craintes inflationnistes et mettant la pression sur les taux d'intérêt de la dettes des Etats, qui atteignent des sommets. Le rendement obligataire de la France à échéance dix ans évolue ainsi à un niveau pas vu depuis juin 2009. Vers 09H40, il atteignait 4,10%, contre 4,07% la veille en clôture. Les taux à trente ans sont particulièrement touchés par cette remontée, traduisant une confiance de moins en moins forte des investisseurs envers la soutenabilité budgétaire des États à long terme. Pour la France, il atteignait mardi 4,90%, au plus haut depuis 2008.

R. I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 17 Août 2026
Valeur : 19 Août 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.7721	132.7871
1	EUR	EURO		153.4580	153.4886
1	GBP	POUND STERLING		179.6159	179.6848
100	JPY	JAPANESE YEN		83.4100	83.4247
1	CNY	CHINESE YUAN		19.6933	19.6964
1	CHF	SWISS FRANC		163.3716	163.4102
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.6089	95.6473
1	DKK	DANISH KRONE		20.5285	20.5321
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.9273	13.9314
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.0289	14.0325
1	AED	UAE DIRHAM		36.1501	36.1562
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3644	35.3722
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.0602	432.2497
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.0615	45.5143
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2737	14.2753
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7918	20.8985
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3143	3.3247
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.3470	181.3470

LES GRANDS INDICES S'AFFICHENT EN REPLI

Du rouge quasiment partout en Europe

Les grands indices européens s'affichent en repli, pénalisés principalement par le manque d'avancées dans les négociations entre les belligérants au Moyen-Orient. Dans ces conditions, le pétrole remonte et les taux obligataires aussi. Après 1h30 de cotations, le CAC 40 s'affiche en baisse de 0,54%, à 8 533 points, et pourrait enchaîner une sixième baisse consécutive, une série inédite depuis le mois de janvier dernier (sept replis à la suite). Les autres grandes places déroulent la même tendance à l'image du DAX 40 à Francfort qui perd 0,49%, ou encore le FTSE 100 à Londres qui

ne cède que 0,02%. Seule Madrid fait de la résistance avec un gain de 0,14%. Les négociations au Moyen-Orient sont toujours dans l'impasse, ce qui a pour conséquence de faire progresser les cours de l'or noir et donc les craintes d'une inflation persistante. Les intervenants réduisent donc leurs anticipations de baisses des taux directeurs des grandes banques centrales. Face à ces éléments, les rendements obligataires se tendent. Celui du 10 ans français est au plus haut depuis la fin de l'année 2009, tandis que celui de l'Allemagne évolue à un niveau inédit depuis le début du

deuxième trimestre 2011. Pour revenir aux cours de l'or noir, à New York, le WTI gagne 1,30%, à 85,16 dollars et à Londres, le Brent de la mer du Nord grimpe de 0,75%, à 91,68 dollars.

Macro et micro-économie

Au niveau des indicateurs, plusieurs statistiques sont attendues dans la journée, avec notamment dans la matinée l'indice ZEW allemand du sentiment économique. Plus tard dans l'après-midi, de nombreux indicateurs sont programmés aux Etats-Unis avec principalement : les mises en chantiers, les permis de

construire, l'indice des prix à l'importation et à l'exportation, la production industrielle, ou encore les promesses de ventes de logements. Le principal rendez-vous de la semaine est toutefois attendu mercredi après la clôture des bourses européennes avec les "Minutes" de la Fed. Dans le compte-rendu de la dernière réunion de la Réserve fédérale américaine, les investisseurs tenteront de déceler des indices sur l'orientation future des taux d'intérêts. En attendant, sur le marché des devises, l'euro recule légèrement face au billet vert et se négocie contre 1,1571 dollar.

Du côté des sociétés, Hermès a été dégradé par RBC Capital de surperformance à performance en ligne, avec une cible de cours réduite de 1 900 à 1 700 euros, son titre cède 0,87%. En revanche, la hausse des cours du pétrole profite aux sociétés du secteur comme TotalEnergies qui grimpe de 1,32% ou encore Maurel & Prom qui avance de 1,52%. Ailleurs en Europe, l'action H&M se distingue avec un gain de 4,40%. Jefferies a relevé sa cible de cours sur le titre à 160 couronnes suédoises.

Agence

JAPON

La croissance économique résiste, mais moins qu’attendu

L'économie japonaise a résisté, quoique moins qu'attendu, au deuxième trimestre, des mesures de soutien gouvernementales et de solides exportations atténuant l'impact de la guerre au Moyen-Orient, et les observateurs s'attendent à de nouveaux resserrements monétaires de la Banque du Japon sur fond de yen très affaibli.

Le Produit intérieur brut (PIB) de la quatrième économie mondiale a progressé de 0,3% sur la période avril-juin par rapport au trimestre précédent, selon des chiffres officiels publiés lundi. C'est toutefois un ralentissement par rapport à la croissance de 0,5% enregistrée au premier trimestre, et une performance inférieure aux prévisions des analystes sondés par l'agence Bloomberg, qui tablaient sur une croissance stable à 0,5%. "Les chiffres (du PIB) sont plus mauvais que prévu. La consommation comme l'investissement sont faibles", a déclaré à l'AFP Taro Saito, économiste à l'institut de recherche NLI. "La croissance n'est pas due à la vigueur de l'économie mais à une baisse des importations, car les importations de pétrole sont difficiles" en raison des problèmes de circulation dans le détroit d'Ormuz, a ajouté Taro Saito. De son côté, Taro Kimura, expert de Bloomberg Economics, constate que "le PIB du Japon a progressé au deuxième trimestre à un rythme supérieur à son potentiel, mais le détail des chiffres affaiblit l'argument en faveur d'un relèvement des taux par la Banque du Japon dès septembre, une perspective de plus en plus intégrée par les marchés". "La consommation des ménages est elle aussi restée faible malgré la progression des salaires réels et la baisse de la fiscalité sur les automobiles", a-t-il ajouté.



Mesures de soutien

L'inflation (hors produits frais) a encore accéléré à 1,6% sur un an en juin, dopée par la flambée des cours de l'énergie alors que le Japon est extrêmement dépendant de ses importations d'hydrocarbures. Et la chute du yen, tombé à son plus bas niveau depuis 40 ans face au dollar avant la récente intervention conjointe des Etats-Unis et du Japon pour le renforcer, augmente également le coût des importations.

Ce yen affaibli est en revanche un atout pour les groupes exportateurs nippon, devenus plus attractifs à l'international. Ainsi, les exportations du pays ont connu en juin leur croissance la plus rapide depuis novembre 2022, grimpant de 19,3% sur un an, portées par les ventes d'équipements pour semi-conducteurs et le yen bas. Et sur le plan intérieur, Tokyo s'est employé à contrer les pressions inflationnistes.

Synthèse R I.

ALLEMAGNE

Récolte céréalière attendue en baisse de 7% en 2026

La récolte céréalière en Allemagne pour 2026 devrait être en baisse de 7% sur un an et inférieure à la moyenne en raison des vagues de chaleur successives cet été et d'une sécheresse historique, selon la Fédération des agriculteurs allemands (DBV). D'après leur bilan publié mardi, elle devrait s'élever à 41,9 millions de tonnes, contre 45,2 millions un an plus tôt. Le rendement, toutes céréales confondues, serait par ail-

leurs 9% inférieur à celui enregistré en 2025. "Les facteurs déterminants ont été un printemps trop sec et une vague de chaleur dans la seconde moitié de juin, pendant la phase de remplissage des grains, qui a entraîné à de nombreux endroits une maturité forcée", a expliqué le DBV dans un communiqué. D'après le DBV, le colza d'hiver ayant été "le plus durement touché, avec une chute de rendement de

20%". L'orge d'hiver s'en est mieux sortie avec des rendements en baisse de 4% seulement, «compensés par une surface plus importante» et le fait qu'elle était «en grande partie arrivée à maturité avant la vague de chaleur et a pu être récoltée plus tôt». La faiblesse des récoltes intervient dans une période économique précaire pour les agriculteurs allemands. «D'un côté, les rendements nettement plus faibles, conjugués à des prix de pro-

duction bas, et de l'autre, des coûts élevés pour les intrants, comme le diesel, les produits phytosanitaires et les engrais, pèsent lourdement sur la liquidité de nombreuses exploitations», a indiqué le DBV. Face à cette situation, Joachim Rukwied a appelé le gouvernement à mettre en place un «paquet d'urgence» pour soutenir les agriculteurs, comprenant notamment «une réduction immédiate de la taxe sur le diesel». R I.

SUITE À UNE SÉCHERESSE PERSISTANTE

Le Royaume-Uni annonce un plan d'aide de 76 millions d'euros en faveur des agriculteurs

Le gouvernement britannique débloque 65 millions de livres sterling (76 millions d'euros) pour venir en aide aux agriculteurs touchés par une grave sécheresse. Des investissements stratégiques dans des réservoirs sur les exploitations agricoles et une mise à jour de la législation en matière d'aménagement du territoire donnent la priorité à la sécurité alimentaire

nationale. Une nouvelle souplesse réglementaire autorise le pâturage du bétail dans des habitats protégés sans perte de subventions. Pour faire face aux conséquences d'une grave sécheresse et d'un mois de juillet exceptionnellement sec, le gouvernement britannique lance un vaste plan d'aide en faveur du secteur agricole. À l'issue d'une réunion d'urgence consa-

crée à la canicule et aux incendies de forêt, le Premier ministre britannique Andy Burnham a annoncé une injection financière de 65 millions de livres sterling (76 millions d'euros). Le gouvernement souhaite ainsi veiller à ce que les agriculteurs n'aient pas à supporter seuls le poids financier du changement climatique.

Agence

CHINE

Les ventes au détail en juillet ont progressé de 0,6%

Les analystes sondés par Bloomberg anticipaient une hausse de 1,5%. La production industrielle pour le septième mois de l'année s'inscrit quant à elle en augmentation de 4,5%, là aussi en retrait des prévisions. La production industrielle chinoise a augmenté de 4,5% sur un an en juillet, a indiqué lundi le Bureau national des statistiques. Ce chiffre est inférieur aux prévisions des experts consultés par Bloomberg, tout comme celui des ventes au détail dans le pays. La production industrielle chinoise a augmenté de 4,5% sur un an en juillet, a indiqué lundi le Bureau national des statistiques. Ce chiffre est inférieur aux prévisions des experts consultés par Bloomberg, tout comme celui des ventes au détail dans le pays. Les ventes au détail en chine, principal indicateur de la consommation, ont légèrement augmenté en juillet, se plaçant en dessous des prévisions. Elles ont progressé de 0,6% sur un an, a indiqué lundi le Bureau national des statistiques (BNS), tandis que les analystes sondés par Bloomberg anticipaient une hausse de 1,5%, après une croissance de 1% en juin.

Agence

AUTRICHE

L'économie stagne au T2

L'économie de l'Autriche a stagné d'un trimestre à l'autre au T2 2026, après avoir augmenté de 0,2 % au cours des deux trimestres précédents, selon des estimations préliminaires. La stagnation a été reflétée par des prix du pétrole plus élevés déclenchés par le conflit en Iran, qui a interrompu la reprise économique. La consommation des ménages a faibli (-0,1 % contre +0,2 % au T1), tandis que les dépenses publiques ont également légèrement diminué (-0,1 % contre +1,6 %). La formation brute de capital fixe a augmenté de 0,4 % après être restée globalement inchangée au trimestre précédent. Le commerce extérieur a apporté peu de soutien, avec des exportations en hausse de 0,5 % et des importations en hausse de 0,6 %. Du côté de la production, la production industrielle a faibli (-0,1 % contre +1,3 %) et la construction a contracté pour le deuxième trimestre consécutif (-0,4 % contre -0,6 %), tandis que les services liés au commerce et au tourisme ont récupéré (+0,3 % contre -0,8 %). Les services d'information, financiers, d'assurance et immobiliers sont restés résilients (+0,8 %). Sur une base annuelle, le PIB a augmenté de 0,8 %, en baisse par rapport à 0,9 % au T1.

Agence

APRÈS LA DÉCOUVERTE D'UN MALWARE DANS LES PILOTES DE SES MINI-PC Geekom s'excuse

La firme chinoise réagit finalement vite à la nouvelle annoncée en toute fin de semaine dernière, mais sa réponse ne convainc pas totalement.

La découverte d'un fichier détecté comme malveillant dans un paquet de pilotes hébergé par Geekom a poussé le fabricant de mini-PC à reconnaître son erreur et à présenter ses excuses.

Un vieux fichier oublié sur les serveurs de Geekom

Quelques jours après la découverte par nos confrères de VideoCardz d'un fichier détecté comme malveillant dans une archive hébergée sur ses propres serveurs, Geekom a donc réagi. Relayée par le site VideoCardz, l'affaire avait débuté par la découverte d'un habitué de la plateforme Reddit. L'archive en question est un pilote réseau destiné à de nombreuses machines AMD de la marque chinoise, notamment les A7, A8, AE7, AE8, AX7 Pro et AX8 Pro. Toutes les analyses menées par l'utilisateur Reddit comme par nos confrères de VideoCardz avaient mis en lumière des signatures peu rassurantes de chevaux de Troie. Si Geekom n'a pas apporté de réponse immédiate, la firme n'a toutefois pas trop tardé. Elle indique tout d'abord que le problème ne concerne aucun PC directement vendu avec un Windows préinstallé. Selon Geekom, le fichier incriminé était hébergé sur une ancienne page de support, qui n'était plus accessible depuis la navigation classique du site, mais restait disponible et pouvait encore être retrouvée via les moteurs de recherche. De ce que nous avons pu voir de notre côté – nous sommes en possession



d'un des modèles concernés –, les mini-PC Geekom ne semblent pas compromis. Le problème ne surviendrait qu'à partir du moment où l'utilisateur prend le fichier concerné depuis les serveurs de Geekom et l'installe ensuite sur sa propre machine. De base, aucune machine n'est donc affectée. Geekom précise, en outre, avoir vérifié ses pages de support actuelles et n'y avoir trouvé aucune anomalie. Le fabricant ne précise toutefois pas comment le fichier potentiellement malveillant s'est retrouvé sur ses serveurs. Il indique simplement que cette ressource obsolète aurait dû être supprimée lors de la migration vers le nouveau système de support.

Aux usagers de « faire le ménage »

Le constructeur dit avoir commencé à supprimer les anciennes pages et fichiers concernés et promet de renforcer ses pro-

cédures de contrôle et de gestion des ressources. C'est la moindre des choses. Geekom présente également ses excuses aux utilisateurs, reconnaissant que la situation est susceptible d'avoir entamé leur confiance. Pour les personnes ayant téléchargé et installé le pilote incriminé, les recommandations sont plutôt classiques : ne pas exécuter le programme, supprimer toute copie locale et lancer une analyse avec Windows Security ou un autre anti-virus de confiance. La marque conseille ensuite de réinstaller le pilote réseau depuis Windows Update, le site officiel de Realtek ou son support actuel. Une réinstallation complète de Windows est aussi proposée comme précaution supplémentaire pour les utilisateurs ayant exécuté le fichier.

Le constructeur invite enfin les utilisateurs à passer désormais par la rubrique Support actuelle de son site plutôt que par d'anciens liens susceptibles de continuer à apparaître dans les résultats de recherche. Une recommandation qui arrive certes après la découverte du problème, mais qu'il est bon de rappeler comme règle de base : privilégier toujours les sources officielles plutôt que des liens de seconde ou troisième main.

Cela dit, tout cela ne répond pas à une question d'importance : est-ce que le fichier de Geekom contient réellement un cheval de Troie ou est-ce un faux positif ? Et dans le cas où l'alerte est réelle, comment cela a-t-il pu passer outre les procédures de sécurité du fabricant ?

IBM signe un accord de 240 millions de dollars avec Together AI



Le projet prévoit notamment l'installation de 2 000 GPU NVIDIA Blackwell aux États-Unis, avec une mise en service attendue début 2027.

Dans la bataille mondiale pour les infrastructures IA, IBM vient de frapper un grand coup. Le géant américain a annoncé la signature d'un accord pluriannuel de 240 M\$ avec Together AI, spécialiste des infrastructures cloud pour l'IA. Ce partenariat vise à déployer sur IBM Cloud une infrastructure destinée à répondre à la forte demande en capacités de calcul pour l'IA. Au cœur du projet figure un cluster de calcul basé sur les systèmes NVIDIA HGX B300, équipés des processeurs Blackwell et du réseau Spectrum-X. La première phase du déploiement comprendra environ 2 000 GPU Blackwell 300 installés aux États-Unis. Cette infrastructure sera principalement dédiée à l'inférence, c'est-à-dire à l'exécution des modèles déjà entraînés pour produire des réponses, générer du contenu ou alimenter des agents IA en production. Si l'entraînement des grands modèles a longtemps concentré l'attention, l'inférence est désormais devenue le véritable moteur de la demande en puissance de calcul. Chaque requête adressée à un assistant conversationnel, chaque analyse automatisée ou chaque agent autonome mobilise des ressources considérables. Cette évolution pousse les fournisseurs cloud et les fabricants de puces à investir massivement dans de nouvelles capacités de calcul.

Un partenariat stratégique

Pour Together AI, cet accord doit offrir la possibilité d'accélérer le développement de ses services autour des modèles open source. Fondée en 2022, l'entreprise s'est spécialisée dans leur exploitation et leur déploiement à grande échelle, avec des modèles comme DeepSeek, MiniMax ou Kimi. La start-up connaît une croissance rapide. Elle revendique plus de 400 000 milliards de tokens traités chaque mois et a récemment levé 800 M\$, portant sa valorisation à 8,3 Md\$. Pour IBM, ce partenariat doit renforcer son offre dans le cloud et l'IA d'entreprise. Face à AWS, Microsoft Azure et Google Cloud, le groupe cherche à attirer les organisations qui souhaitent déployer des applications d'IA à grande échelle, notamment à partir de modèles open source. Le cluster développé par IBM et Together AI devrait être opérationnel au premier trimestre 2027. Selon Together AI, une partie importante de sa capacité pourrait déjà être réservée plusieurs mois avant sa mise en service, illustrant la forte demande actuelle pour les infrastructures dédiées à l'IA.

SpaceXai lance Grok 4.6

Avec cette version, la société d'Elon Musk mise sur des capacités de raisonnement renforcées et une meilleure gestion des tâches longues. Grok 4.6 dispose notamment d'une fenêtre de contexte de 500 000 tokens. Après avoir dévoilé Grok 4.5 en juillet, l'entreprise a présenté, le 12 août, une version de son modèle baptisée Grok 4.6. Cette évolution vise à renforcer les capacités dites « agentiques » de l'IA. Au-delà de la simple réponse à une requête, le modèle doit être capable de suivre une mission sur la durée, d'analyser des informations complexes, de travailler sur une base de code ou encore de produire un livrable complet. Le modèle est conçu pour rester opérationnel au cours de tâches comportant de nombreuses étapes, notamment dans la recherche, l'analyse de données, le développement informatique ou la production de documents. L'objectif est de limiter les ruptures de contexte et de donner la possibilité à l'IA de poursuivre une mission relativement longue sans devoir être constamment réorientée par l'utilisateur. Cette orientation apparaît également dans les outils proposés autour de Grok. xAI développe notamment Grok Build, un agent de



programmation capable de fonctionner de manière interactive ou en arrière-plan, ainsi que des mécanismes destinés à orchestrer des tâches plus autonomes.

500 000 tokens de contexte

Sur le plan technique, Grok 4.6 dispose d'une fenêtre de contexte de 500 000 tokens, un volume particulièrement important pour traiter de longs documents, des bases de code conséquentes ou des historiques de travail complexes. Le modèle accepte des entrées textuelles et visuelles et produit des réponses textuelles. Son ni-

veau de raisonnement peut également être configuré, avec plusieurs niveaux d'effort disponibles selon les besoins de l'application. Pour positionner Grok 4.6 face aux modèles concurrents, SpaceXai s'appuie notamment sur l'Artificial Analysis Intelligence Index, un indicateur composite regroupant neuf benchmarks. Selon l'entreprise, Grok 4.6 atteint un score qui le place au niveau de GPT-5.6 Sol sur cet indice. Les résultats varient toutefois selon les tests, l'entreprise met notamment en avant ses performances dans le codage agentique, les tâches de

connaissance et différents scénarios de travail complexes. D'après les données publiées par Artificial Analysis, Grok 4.6 obtient un score de 61 points sur cet indice. Ce résultat lui permet de dépasser certains modèles open weights populaires, tels que Kimi K3, et de se rapprocher de modèles de premier plan comme GPT-5.6 Sol Max. Claude Opus 5 et Fable 5 conservent néanmoins une avance sur plusieurs évaluations spécialisées.

Un entraînement renforcé

SpaceXai indique avoir consacré davantage de temps à l'entraînement de Grok 4.6 par rapport à Grok 4.5. L'entreprise a notamment utilisé des données générées et sélectionnées pour améliorer le raisonnement et les connaissances techniques, ainsi que des données liées à l'ingénierie. Le modèle a ensuite été affiné avec de l'apprentissage supervisé et de l'apprentissage par renforcement. Grok 4.6 est disponible via l'API de xAI sous le nom grok-4.6, avec sa fenêtre de contexte de 500 000 tokens et plusieurs niveaux d'effort de raisonnement. Le modèle est également proposé dans Cursor et Grok Build.

Devinez à quoi sert le «mode Avion» du nouveau Land Rover Defender Dakar



Encore plus extrême que le Land Rover Defender Octa, le nouveau Defender Dakar se présente comme la version « routière » du Defender D7X-R qui vient de remporter le Dakar 2026 dans sa catégorie. Et il possède un « mode Avion » ! Version extrême du SUV Defender, l'Octa s'attaque au Mercedes-AMG G63. Il possède à la fois un V8 biturbo de 4,4 litres d'origine BMW (développant 635 chevaux sur le modèle lancé sur notre marché l'année dernière) et un châssis considérablement renforcé pour la pratique du tout-terrain extrême. En début d'année, une version D7X-R adaptée à la compétition de ce Defender Octa a participé au Dakar en Arabie Saoudite. Engagée dans la catégorie « Stock » réservée aux véhicules proches de la série (différente de celle où évoluait le Dacia Sandrider ayant remporté le classement général), elle a dominé l'épreuve avec une véritable armada amenée par Land Rover.

Une version homologuée route du Defender D7X-R

A l'occasion de la Monterey Car Week, Land Rover dévoile le Defender Dakar. Il s'agit d'une version adaptée à l'homologation routière du Defender D7X-R de compétition qui a remporté le Dakar cette année, avec une présentation extérieure très proche de celle du modèle qui a gagné le Dakar. Land Rover parle de « suspensions renforcées, d'une géométrie améliorée, d'une carrosserie modifiée pour le tout-terrain et d'éléments intérieurs inspirés du monde du rallye-raid ». Le constructeur ne dévoile pas d'images de l'habitacle, mais il y a de vrais sièges de course à l'avant (avec des harnais optionnels) et le véhicule est en configuration quatre places.

Toujours 635 chevaux

Le Defender Dakar conserve le même V8 biturbo 4,4 litres de 635 chevaux que l'Octa de série lancé en 2025, dont la version européenne va malheureusement perdre 100 chevaux à cause de son adaptation au dernier volet des normes locales. Pour l'instant, d'ailleurs, on ignore si ce Defender Dakar sera commercialisé chez nous. Son statut de série très limitée lui permettra-t-il d'échapper à ces restrictions ? Land Rover ne précise pas encore le nombre d'exemplaires prévus.

Un « mode Avion »

Équipé de jantes forgés de 20 pouces inédites et de pneus de 35 pouces au profil radical, le Defender Dakar utilise des amortisseurs Bilstein et possède de nouveaux modes « Dune » et « Gravel ». Il proposera par ailleurs un « Mode Avion », conçu pour autoriser des « atterrissages doux après des sauts sur des terrains extrêmes et variés ». Il est donc paré aux décollages les plus osés sur les bosses ! La version définitive du Defender Dakar sera dévoilée en marge du Dakar 2027. D'ici là, on apprendra son prix (très probablement au-dessus des 200 000€) et le nombre d'exemplaires prévus.

Si 1 015 ch ne vous suffisaient pas, Lamborghini vous propose d'acheter la nouvelle Revuelto SV

Durant la Monterey Car Week, qui s'est déroulée du 7 au 16 août 2026 autour de Pebble Beach, en Californie, Lamborghini a dévoilé son nouveau modèle, la Revuelto SV Cette version plus radicale de l'hypercar italienne conserve un V12 hybride rechargeable. Mais elle gagne encore en puissance, passant de 1 015 à 1 065 ch, en brutalité et en dynamisme. Sa seule limite semble être le nombre d'exemplaires puisque la production ne dépassera pas 1 963 unités en hommage à l'année de naissance de la marque.

La semaine dernière s'est tenue l'une des grandes messes de l'automobile ancienne et de prestige : la Monterey Car Week. Son point d'orgue est le concours d'élégance de Pebble Beach, en Californie. Mais les constructeurs les plus haut de gamme se servent aussi de plus de cet événement pour présenter des nouveautés. Dans cette corrida, entre la Bugatti Destrier basée sur la Bolide, la McLaren McL 6 GT et autre Aston Martin Valen, Lamborghini a su tirer son épingle du jeu avec l'arrivée tant attendue d'une Revuelto survitaminée. Présentée le 14 août, la Revuelto SV a fait sensation sur les réseaux où les passionnés n'ont pas caché leur engouement.

Depuis 55 ans, Lamborghini désigne ses véhicules les plus puissants du terme SV, pour Super Veloce, ou Super Rapide. Alors que la Miura fut la première de la lignée à avoir le privilège d'arborer ces consonnes en 1971, la Diablo s'offrit ce luxe en 1995, avant de laisser sa place à la Murcielago SV en 2009 et à l'Aventador SV en 2015. Digne descendante de cette dernière, c'est aujourd'hui la Revuelto qui se voit pourvue de ce badge significatif d'exclusivité et de puissance extrême.

Une puissance encore augmentée pour la Lamborghini Revuelto SV

Produite en série limitée à 1 963 exemplaires, en hommage à l'année de fondation d'Automobili Lamborghini, la Revuelto SV est réservée aux clients et collectionneurs les plus fidèles de la marque. Tandis que le design est retravaillé, à la fois par une configuration bicolore et les différents éléments aérodynamiques, la même architecture que la Revuelto est visible au travers de la baie moteur. Le V12 hybride reste ainsi le même, et il conserve ses 825 ch à 9 250 tr/mn. Mais la partie électrique a été revue pour faire passer la puissance cumulée de 1 015 à 1 065 ch. La batterie lithium-ion voit ainsi sa capacité fortement augmenter, passant de 3,8 kWh à 7,3 kWh. Elle est également capable de délivrer plus de puissance qu'auparavant. En revanche, Lamborghini n'a pas



précisé si les moteurs électriques avaient été modifiés. Pour rappel, comme sa petite sœur Temerario, cette Revuelto en utilise pas moins de trois : deux à l'avant ultra-compacts à flux axial, soit un pour chaque roue, et un classique relié à la boîte double embrayage à l'arrière.

Quelles performances pour la Lamborghini Revuelto SV ?

Avec un tel moteur, les performances ne peuvent qu'être au rendez-vous. Alors que le 0 à 100 km/h est abattu en seulement 2,4 secondes, le 0 à 200 km/h est lui franchi en 6,7 secondes, quand la vitesse de pointe dépasse les 345 km/h. Cette nouvelle Revuelto SV est la Lamborghini de série la plus puissante et la plus rapide jamais construite à Sant'Agata Bolognese, si l'on excepte la Fenomeno produite à moins de 45 exemplaires. Si ces statistiques sont ahurissantes à l'accélération, les décélérations promettent aussi de couper le souffle. Le 200 à 0 km/h est exécuté en l'espace de 110 m, et ce, en partie grâce à des freins carbone céramique nouvelle génération ! Développés pour les conditions les plus exigeantes des courses d'endurance et inspirés de la Formule 1, les CCM-R Plus disposent d'une structure 3D en carbone spécifique, leur

ventilation a fait l'objet d'un travail particulièrement poussé et le coefficient de friction est annoncé meilleur que sur la Revuelto standard, notamment grâce à un revêtement censé mieux distribuer la chaleur pour l'évacuer plus efficacement.

Un style agressif à souhait pour la Lamborghini Revuelto SV

En plus d'un gain de puissance, la nouvelle venue a droit à son lot de pièces aéro. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que ce bovidé ultra musclé fait la part belle au carbone ! La face, les bas de caisse, l'aileron monumental, tout est pourvu de ce matériau léger. La silhouette paraît encore plus large alors que les dimensions ne changent pas alors que la livrée SV est pour sa part personnalisable en 25 couleurs différentes. Cet attrait pour la sportivité se retrouve à la fois au travers des jantes optionnelles à écrou central et des motifs hexagonaux, mais surtout dans ce double aileron plus élevé que jamais. La Revuelto SV génère ainsi 80 % d'appui aérodynamique en plus que la Revuelto, 10 % de plus que l'Aventador SVJ et affiche un rapport appui/trainée amélioré de 60 % par rapport à la Revuelto, quand le rapport poids/puissance indique 1.66 kg/ch. Mieux encore, les amortisseurs réglables manuellement sur 4 voies, qui seraient dérivés de la technologie utilisée en compétition GT3, promettent d'offrir une efficacité maximale et de permettre une adaptation précise au style de conduite de chacun. En prime, pour la première fois, Lamborghini introduit le mode de conduite Pilota dédié à la Revuelto SV, conçu notamment pour s'adapter à différentes conditions de piste et à l'usure des pneus. Des pneus qui pourront d'ailleurs être des semi-slicks Potenza Race R développés spécifiquement pour la voiture. Mais il sera aussi possible d'opter pour des Potenza Sport déjà performants et plus durants, ou même pour des gommes hiver Blizzak LM005. On a hâte de voir cette hypercar de plus de 1 000 ch au pied des stations de ski !



Mots fléchés

SLAM BOY TÉLÉRÉALITÉ SUR M6		INCARNE BALTHAZAR SUR TF1 BU À L'APÉRO		PRÉSENTE LE JT DU WEEKEND SUR FRANCE 2		OUTIL DE NAVIGATION		TRANSPORT DOUX ANIMATEUR DANS FORT BOYARD		CHAMPION ANIME TÉLÉMATIN SUR FRANCE 2	
MORCEAU DE VEAU CAPITAINE DE SÉRIE				AGENT DE LIAISON		UN HÉROS DE STAR WARS ARTICLE					OBTENU
							FAIT UN CHOIX S'EST BRULÉ LES AILES				
DE PRETTO OU MITCHELL		POPULATION CIRCULE EN ALGÉRIE							CACHÉ VICTOIRE DE NAPOLÉON		
				SERVICE D'URGENCE		PETITE VOITURE FRANÇAISE					CHRONI- QUEUR DANS TPMP
FESTIVAL DE CINÉMA	SÉRIE AVEC SAMUEL LE BIHAN		PAYSANNE							SALLE OBSCURE	
						ÉPUISÉ OISIF					
NOTE DU CHEF ANIME SECRETS D'HISTOIRE			PARTIE DU MONDE ÉTOILE BRILLANTE					PLANTE AROMATIQUE FAIT L'AFFAIRE			
				DANS DRÔLE DE MURIEL			RÉPANDIT		MOT DU BREXIT		
TÉLÉRÉALITÉ SUR TF1		RICHESSSE			ABSORBER STATION SPATIALE						
								NOM : KADDOUR		SEMBLABLE	
C'EST TOUT MOI		PAS TRÈS CONCRÈTE ONZE MARSEILLAIS									
			DÉESSE ÉGYP TIENNE					NOM : SALAMÉ			
SULTANAT AU MOYEN- ORIENT					SOUS SOL			PAPIER EN CUISINE			

PÉTROLE:

Le Brent à plus de 91 dollars

Les cours du pétrole progressaient légèrement mardi, soutenus par les évolutions des tensions dans la région du Golfe et du Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, qui était déjà monté lundi, prenait 0,23% à 91,08 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, gagnait 0,73% à 85,12 dollars.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L’or en baisse

Les cours de l'or ont reculé mardi face à la flambée des rendements obligataires du Trésor américain. L'or au comptant cédait 0,5 % à 4.393,11 dollars l'once (13h51 GMT), tandis que les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en décembre reculaient de 0,6 % à 4.448 dollars. Le renchérissement de l'énergie renforce l'argumentaire en faveur de taux d'intérêt plus élevés pour juguler l'inflation, malgré les récentes données économiques américaines montrant des pertes d'emplois inattendues, une inflation plus faible que prévu et des ventes au détail atones pour le mois de juillet. Les investisseurs attendent désormais la publication, mercredi, du compte rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) pour obtenir des indications sur la trajectoire des taux d'intérêt. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a reculé de 1,5 % à 64,82 dollars l'once, le platine a perdu 1,7 % à 1.740,90 dollars l'once et le palladium a chuté de 2,4 % à 1.301,50 dollars.

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

Boufedeché reçoit l’ambassadeur de l’État de Palestine en Algérie

La présidente de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mme Khalida Boufedeché, a reçu, mardi, l'ambassadeur de l'Etat de Palestine en Algérie, M. Fayed Abu Aita, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. La rencontre, tenue en présence du vice-président de l'APN, M. Monder Bouden, a été l'occasion de réaffirmer la profondeur des relations historiques et fraternelles unissant les deux peuples et pays et de rappeler la position algérienne constante en faveur de la cause palestinienne et son soutien au peuple palestinien dans sa lutte légitime pour le recouvrement de tous ses droits nationaux, à leur tête le droit d'établir son Etat indépendant avec El-Qods pour capitale, précise le communiqué. Au cours de cette rencontre, les deux parties ont souligné la nécessité d'intensifier les efforts internationaux pour mettre fin aux violations et agressions, protéger les civils et assurer l'acheminement des aides humanitaires au peuple palestinien, ajoute la même source. Les deux parties ont, par ailleurs, évoqué l'importance des groupes d'amitié parlementaire dans le renforcement des liens de fraternité et de solidarité entre les deux peuples et l'intensification de la concertation entre les deux institutions législatives, ainsi que leur rôle dans l'échange d'expertises et d'expériences et le suivi des questions d'intérêt commun, au service du renforcement de la présence parlementaire de la cause palestinienne et des efforts visant à faire connaître et à défendre les droits du peuple palestinien dans les différents fora parlementaires internationaux, conclut le communiqué.

APS

DOUBLE ANNIVERSAIRE DU 20 AOÛT 1955-1956

Deux événements phares témoignant du génie des dirigeants de la glorieuse Révolution de libération

L'Algérie célébrera, jeudi, la Journée nationale du Moudjahid, commémorant le double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois (20 août 1955) et du Congrès de la Soummam (20 août 1956), deux événements phares qui témoignent du génie des dirigeants de la glorieuse Révolution de libération dans la structuration de la lutte nationale et l'internationalisation de la cause algérienne. La commémoration de ce double anniversaire est l'occasion de rappeler les énormes sacrifices consentis par le peuple algérien et les indicibles souffrances qu'il a endurées avec patience et courage. C'est aussi un moment propice pour "renouveler notre serment de fidélité aux martyrs, aux moudjahidine et au message éternel de Novembre, dans une Algérie bâtie par la volonté des patriotes attachés à la préservation du legs, une Algérie majestueuse et forte, soucieuse de l'indépendance de sa décision et de sa souveraineté, et qui avance vers les objectifs de développement durable, qui en font un pays en plein essor porteur de bien-être et de prospérité", comme l'avait affirmé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à une précédente occasion. Dans un message adressé à l'occasion de la célébration du 64e anniversaire de la Fête de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale, le président de la République avait souligné la nécessité de préserver la mémoire nationale et de rendre hommage aux sacrifices des valeureux ré-

sistants, militants et martyrs, tout en mesurant l'héritage qu'ils ont légué aux Algériennes et aux Algériens, une fidélité profonde et éternelle envers la Proclamation du 1er Novembre et le message des martyrs, mettant en avant la fierté de "voir que l'esprit de l'Algérie nouvelle, bâtie par des volontés nationales sincères, puise sa force dans la fidélité au serment fait aux valeureux martyrs". Le double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam marque deux événements phares témoignant des hauts faits d'une génération de patriotes libres qui ont décidé d'unifier les rangs et d'élaborer une vision commune de l'avenir de la Révolution, en fusionnant les initiatives locales au service d'un même objectif : réaliser l'indépendance nationale et construire l'Etat algérien sur des bases solides. L'offensive du Nord-Constantinois menée à l'été 1955 a permis de faire connaître la cause du peuple algérien qui refusait de vivre sous le joug colonial, ce qui a donné lieu à l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies, tenue en septembre 1955, comme une cause de libération nationale et non un conflit interne comme le prétendait alors la France coloniale. Dix mois après le déclenchement de la Révolution, Zighoud Youcef, chef de la Zone II (Nord-Constantinois), et son adjoint, Lakhdar Bentobal, décident de lancer une

offensive généralisée contre des objectifs ennemis dans cette région, avec la participation de milliers de fellahs, aux côtés des combattants de l'Armée de libération nationale (ALN), aux attaques, notamment contre des postes de police, des casernes de la gendarmerie, des bâtiments publics et des installations appartenant aux colons. L'objectif était de desserrer l'étau sur l'Aurès et plusieurs autres régions assiégées par l'armée coloniale depuis le déclenchement de la Révolution de libération nationale et dont la population était livrée à une vaste campagne de sanglante répression ayant fait près de 12.000 martyrs parmi les civils sans défense. L'offensive du Nord-Constantinois a marqué un tournant majeur dans la lutte armée, en consacrant le caractère populaire de la Révolution et en contribuant au ralliement des classes moyennes algériennes et des dirigeants politiques, toutes tendances confondues, aux rangs de la Révolution. En effet, à partir du 20 août 1955, la Révolution a pris un nouvel élan qui se confirmera lors du Congrès de la Soummam, qui a donné lieu à des décisions historiques, parmi lesquelles le remplacement des cinq zones en vigueur depuis le 1er novembre 1954 par six wilayas subdivisées en zones, régions et secteurs, l'unification de l'ALN à l'échelle nationale dans sa structure et ses grades à l'image d'une armée régulière, et la structuration de la Révolution militairement et politiquement.

APS

MINI-ZONE DES ACTIVITÉS À HAMMAM EL BIBAN (BORDJ BOU ARRERIDJ)

Les travaux d’aménagement achevés

Les travaux d'aménagement de la mini-zone des activités sur trois hectares dans la localité de Hammam El Biban dans la commune de Mansoura (Ouest de Bordj Bou Arreridj) ont été terminés dans le cadre des efforts d'appui à l'investissement et l'offre d'assiettes foncières aménagées, ont indiqué mardi les services de la direction de wilaya de l'industrie. Selon la même source, cette zone a

été divisée en lots de 500 m2 chacun destinés à accueillir les petits et moyens projets d'investissement, notamment des jeunes porteurs de projets. Le choix du site de Hammam El Biban pour accueillir cette zone a tenu compte de la position stratégique de la localité, notamment sa proximité de l'autoroute Est-ouest qui facilite le mouvement des marchandises, selon les mêmes services.

Les travaux engagés ont porté sur l'aménagement des divers réseaux (eau potable, assainissement, gaz et électricité) assurant ainsi les conditions nécessaires pour le lancement de toute activité économique, selon la même source. Cette mini-zone est appelée à attirer de nouveaux projets d'investissement, consolider le tissu économique local, générer des emplois directs et indirects et augmen-

ter les revenus de cette collectivité locale, selon la même source. L'aménagement de cet espace d'investissement s'inscrit dans le cadre des efforts visant à offrir un foncier économique aménagé et améliorer les conditions d'accueil des projets de sorte à encourager l'investissement producteur, la diversification économique et le développement local, a-t-on indiqué.

R E.

UNIVERSITÉ DE GUELMA

Ouverture de 7 nouvelles spécialités liées à l’intelligence artificielle et au digital

L'université 8 mai 1945 de Guelma a ouvert au titre de l'année universitaire 2026-2027 sept nouvelles spécialités liées aux domaines de l'intelligence artificielle (IA), du digital et des technologies de pointe dans les divers paliers du cursus universitaire, a-t-on appris mardi auprès de son recteur, Mahmoud Debabeche. Le même responsable a précisé à l'APS que le renforcement de l'offre de formation de cette université pour cette nouvelle année universitaire s'inscrit dans le cadre des efforts

d'accompagnement de l'évolution rapide de ces domaines scientifiques et la volonté de former des compétences universitaires capables de contribuer à la transition économique et technologique et au développement socio-économique du pays. Ces nouvelles formations incluent une licence en e-économie et analyse des données, deux spécialités master en science des données et équations différentielles partielles et leurs applications et quatre spécialités d'ingénieur en conception des systèmes et structures

mécaniques, les données civiles et industrielles, le génie des opérations chimiques, la protection des végétaux et les sciences agronomiques, selon la même source. Au terme de l'opération d'orientation, 4.685 nouveaux bacheliers ont été répartis sur 31 spécialités enseignées par les sept facultés de cette université, 263 ont été orientés vers son annexe de l'Ecole normale supérieure et 124 vers son annexe de médecine, a précisé le même responsable.

APS

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mercredi 19 août 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>